

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

22 OCTOBRE 2013

Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit en vue de renforcer l'assise financière des banques et à séparer les métiers bancaires

(Déposée par M. Jacky Morael et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

1^o) De la crise bancaire à la crise de la dette publique

«Personne n'a vu venir cette crise», nous dit un ancien président d'une grande banque belge. Pourtant, il y a eu cent vingt-quatre crises bancaires dans le monde, depuis 1970, soit plus de trois par an. Des pays comme l'Italie, la Finlande, les États-Unis, la Norvège, la Suède ont été touchés au cours des trois dernières décennies. Les crises bancaires ne sont pas des événements fortuits, mais récurrents. Mais ce qui distingue cette crise des cent vingt-trois précédentes, c'est son ampleur et sa brutalité.

Beaucoup d'encre a coulé pour décrire le mécanisme de la titrisation des crédits *subprimes* américains. Les dépréciations sur ces titres, qui ont été achetés par de nombreuses banques à travers le monde, les touchent très durement. Par ce biais, des banques belges ont, en réalité, financé l'achat d'habitations aux États-Unis plutôt que de financer l'économie belge avec l'épargne des ménages. À l'ère de la finance globalisée, les banques sont liées les unes aux autres car elles se prêtent des fonds sur le marché interbancaire et achètent des titres émis par des consœurs (titres *subprimes* pour ne citer que ceux-là).

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2013-2014

22 OKTOBER 2013

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, teneinde het financiële draagvlak van de banken te verstevigen en de verschillende bankactiviteiten van elkaar te scheiden

(Ingediend door de heer Jacky Morael c.s.)

TOELICHTING

1^o) Hoe de bankencrisis de crisis van de overheidsschuld werd

Een vroegere voorzitter van een grote Belgische bank zei dat niemand deze crisis had zien aankomen. Nochtans zijn er sinds 1970 wereldwijd honderdvierentwintig bankencrisissen geweest, meer dan drie per jaar dus. Landen als Italië, Finland, de Verenigde Staten, Noorwegen en Zweden werden de afgelopen dertig jaar getroffen. Financiële crisissen zijn geen incidentele, maar recurrente gebeurtenissen. Wat de huidige crisis anders maakt dan de honderddrieentwintig voorgaande, is zijn omvang en ernst.

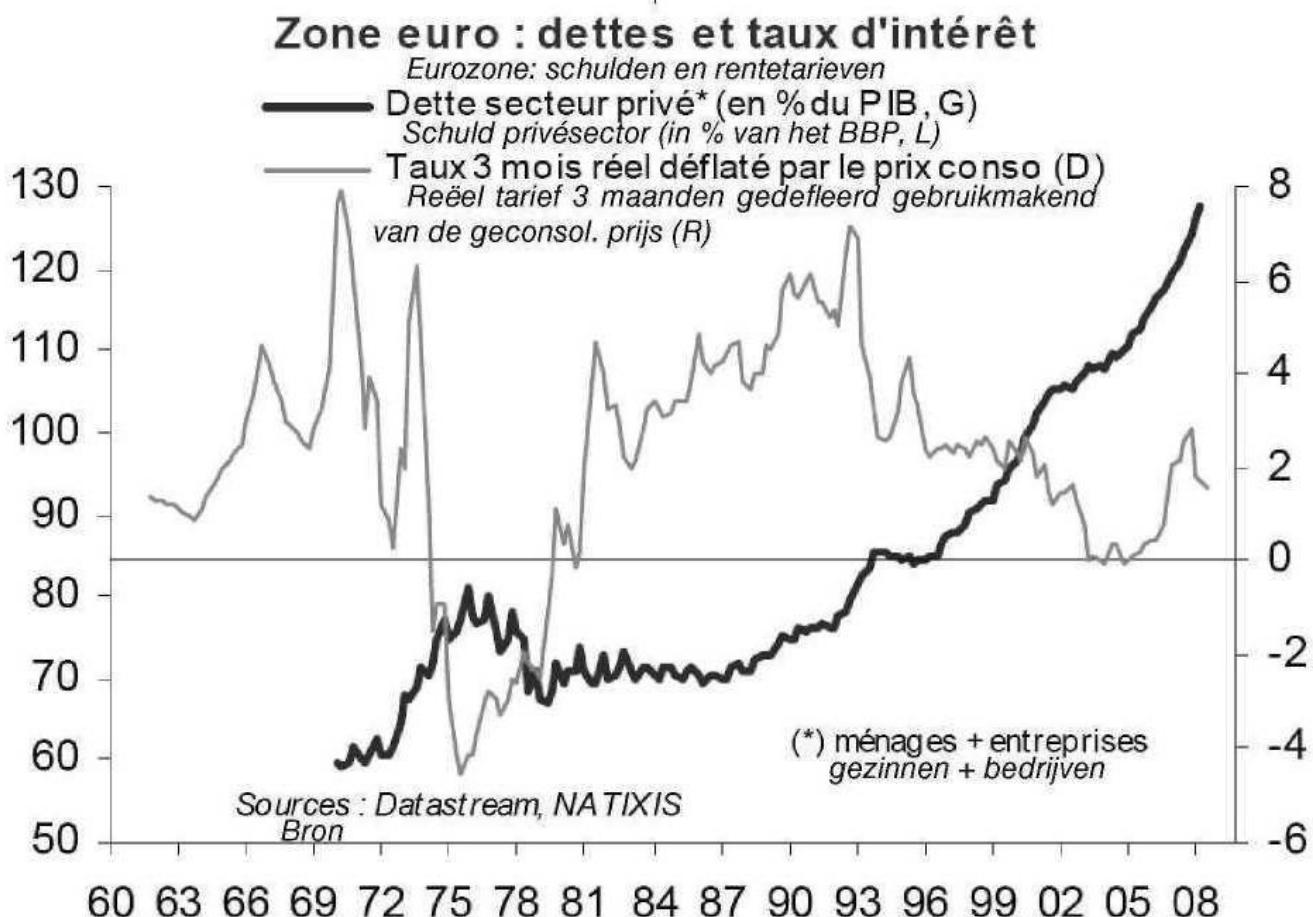
De effectisering van de Amerikaanse *subprimes* is al uitgebreid beschreven. Aangezien heel wat banken over de hele wereld deze effecten gekocht hebben, komt de ontwaarding ervan heel hard aan. De Belgische banken hebben zo dus eigenlijk met het spaargeld van de gezinnen de aankoop van huizen in de Verenigde Staten gefinancierd in plaats van de Belgische economie. In de geglobaliseerde financiële wereld zijn alle banken onderling verbonden, omdat zij fondsen lenen op de interbancaire markt en effecten kopen van andere banken (*subprimes* bijvoorbeeld).

Lorsqu'une banque éprouve des difficultés financières importantes, l'ensemble du système bancaire est alors mis sous pression. C'est la logique de la mondialisation de la finance, ou de la circulation sans entrave des capitaux, qui est à l'œuvre. Ses effets peuvent être dévastateurs.

Pourtant, la mondialisation de la finance n'est que le catalyseur de la crise, elle ne fait qu'accélérer et amplifier les crises. Les causes réelles sont bien plus profondes. La crise actuelle est une crise généralisée de l'endettement qui provoque une crise généralisée de la demande. Comme le montre le graphique ci-dessous, l'endettement du secteur privé (ménages et entreprises) a plus que doublé au cours des quarante dernières années dans les pays de la zone euro.

Als een bank in grote financiële moeilijkheden komt, staat de hele bankwereld onder druk. Daar speelt de logica van de gemondialiseerde financiën en van het vrij verkeer van kapitaal. De gevolgen kunnen verwoestend zijn.

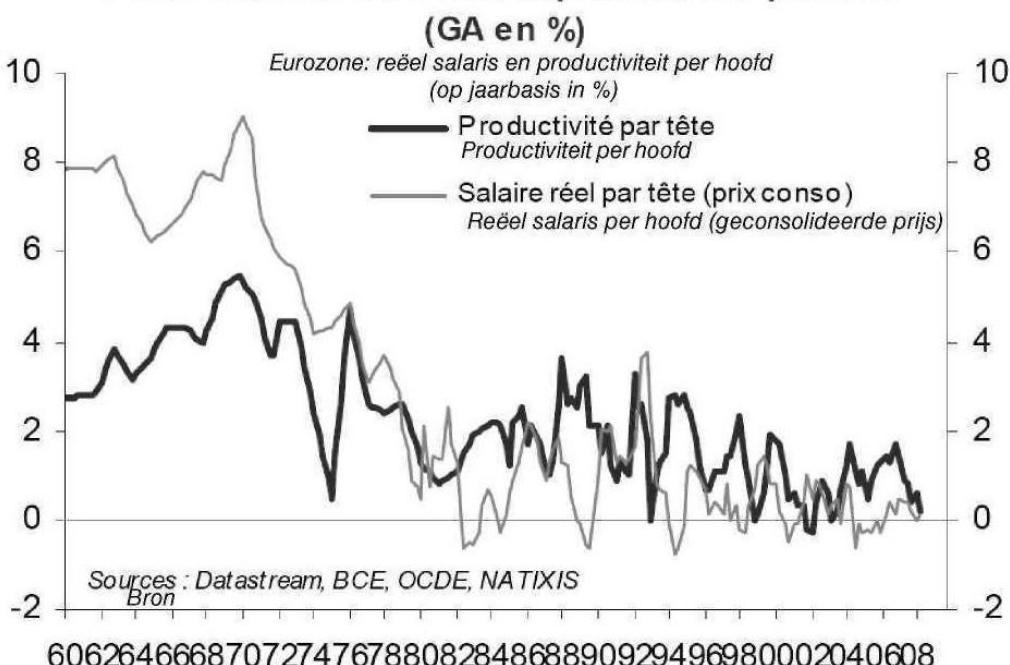
De financiële mondialisering is echter alleen maar de katalysator die crisissen versnelt en vergroot. De werkelijke oorzaken liggen veel dieper. De huidige crisis is een algemene schuldencrisis die een algemene crisis van de vraag tot gevolg heeft. Uit onderstaande grafiek blijkt dat de schuldenlast van de particuliere sector (huishoudens en bedrijven) de jongste veertig jaar in de landen van de eurozone meer dan verdubbeld is.



Cet endettement est la conséquence d'une stagnation des revenus des ménages. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les salaires réels ont augmenté en moyenne plus lentement que les gains de productivité depuis 1978 dans les pays de la zone euro. Les ménages ne gagnent plus assez pour acheter les produits qu'ils produisent et sont donc obligés de s'endetter pour maintenir leur train de vie.

Dat is het gevolg van de stagnering van de inkomen van de huishoudens. De grafiek hieronder toont aan dat de werkelijke salarissen sinds 1970 in de landen van de eurozone gemiddeld langzamer zijn gestegen dan de productiviteitswinsten. De huishoudens verdienen niet genoeg meer om de producten te kopen die zij produceren, en bouwen bijgevolg de schulden op om hun levensstijl te behouden.

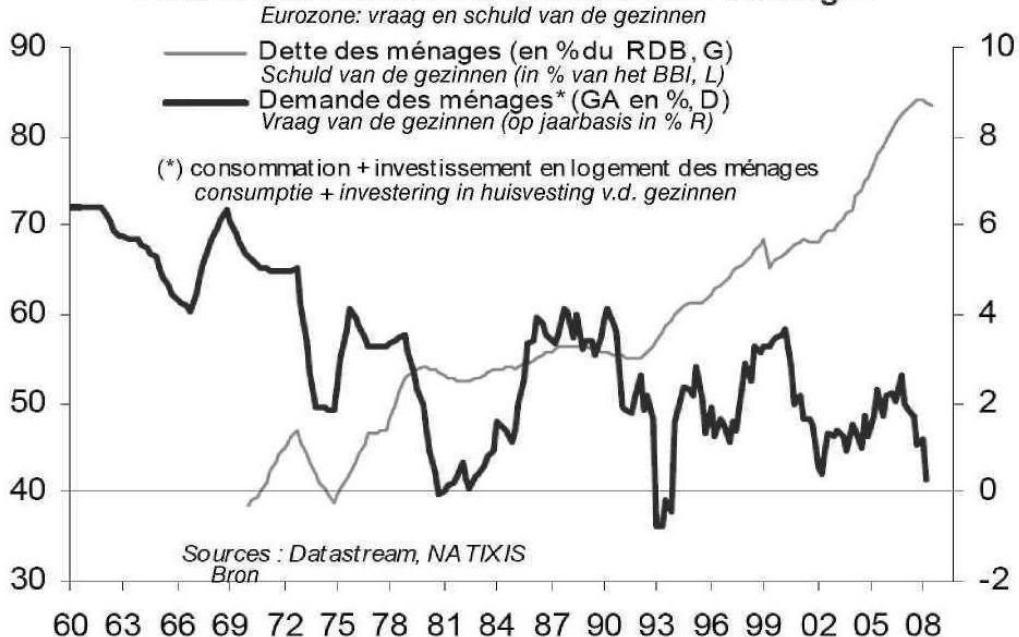
Zone euro : salaire réel et productivité par tête



L'endettement est évidemment problématique, puisqu'il réduit la part du revenu disponible à la consommation (les charges d'intérêt diminuent la part du revenu disponible). À long terme, la demande des ménages s'est érodée.

De schuldenlast is uiteraard een probleem: het gedeelte van het inkomen dat beschikbaar is voor consumptie vermindert, door de intresten op die schulden. Uiteindelijk neemt de vraag van de huis-houdens af.

Zone euro : demande et dette des ménages



Cette augmentation sensible de l'endettement s'observe dans tous les grands pays industrialisés. Les pays anglo-saxons sont encore plus durement touchés parce que la paupérisation relative et absolue y est encore plus forte qu'en Europe continentale.

In alle grotere geïndustrialiseerde landen is deze aanzienlijke stijging van de schuldenlast merkbaar. De Angelsaksische landen worden nog harder getroffen omdat de relatieve en absolute verarming er veel sterker is dan op het Europese vasteland.

Les auditions de la Commission spéciale sur la crise financière ont permis d'identifier un autre facteur clé des crises financières, à savoir l'avidité. Lorsque la fièvre de l'appât du gain affecte les banquiers, les conséquences sont beaucoup plus graves, car l'ensemble des acteurs économiques en subit les conséquences.

Afin d'augmenter artificiellement leur rentabilité, les banques se sont endettées de manière exagérée. C'est le recours à ce que l'on nomme le levier d'endettement. Concrètement, elles ont emprunté des fonds sur les marchés de capitaux pour les investir dans des produits en apparence très rentables. Pour l'achat de ces produits financiers, les banques se sont fiées aveuglément aux *ratings* que donnaient les agences de notation.

Un ancien président d'une grande banque belge bradée à l'étranger résume parfaitement l'état d'esprit qui régnait il n'y a pas si longtemps dans le milieu de la banque : « Tout le monde a acheté des produits structurés et tout le monde se fiait aveuglément aux *ratings* des agences de notation. Personne ne faisait l'évaluation de ces produits. » Le problème, que personne ou presque n'a soulevé à temps, est que les agences de notation étaient payées par les émetteurs de ces produits pour dire qu'ils étaient d'excellente qualité. Ce conflit d'intérêt évident a pesé sur la qualité de ces évaluations externes. Les banques se sont endettées pour acheter des produits, sans en analyser elles-mêmes le risque. Cette conduite hautement spéculative s'est avérée ruineuse pour les banques et pour les États qui ont dû les secourir.

En somme, les banques belges ont prêté de l'argent à des ménages américains insolubles (selon les normes belges, ces familles auraient été reprises sur la liste des mauvais payeurs de la Banque nationale de Belgique) plutôt que de prêter de l'argent aux ménages et aux entreprises en Belgique. Une telle situation est inacceptable et ne doit en aucun cas se reproduire.

La combinaison des règles comptables et des règles de solvabilité des banques a également amplifié la crise. Comme le déclarait un directeur général d'une grande banque belge lors de son audition par la commission spéciale, « les règles comptables et les normes de Bâle II ont un effet procyclique trop important. Je n'étais absolument pas demandeur de ces normes car elles augmentent la volatilité du compte de résultats ». En effet, les banques qui détiennent des actifs financiers (actions, obligations) dont la valeur s'apprécie enregistrent des bénéfices et peuvent distribuer des dividendes, alors qu'elles n'ont réalisé qu'un bénéfice virtuel (tant qu'elles n'ont pas vendu ces actifs, la plus-value n'est que théorique).

Lorsque la conjoncture économique se dégrade et que les marchés financiers subissent des revers, les banques sont obligées d'enregistrer des moins-values sur leurs portefeuilles de titres. Les normes de Bâle II

De hoorzittingen van de bijzondere commissie Financiële Crisis hebben nog een andere sleutelfactor van de financiële crisis blootgelegd, namelijk hebzucht. Als bankiers besmet worden met hebzucht, zijn de gevolgen nog veel groter aangezien alle economische spelers die gevolgen dragen.

Om hun rentabiliteit kunstmatig op te krikken, hebben de banken overdreven veel schulden gemaakt. Zo wordt een beroep gedaan op de zogenoemde schuldhefboom. Concreet hebben de banken fondsen geleend op de kapitaalmarkt om in ogenschijnlijk zeer rendabele producten te investeren. Voor die aankopen hebben zij blind vertrouwd op de *ratings* van de ratingbureaus.

Een vroegere voorzitter van een grote Belgische bank die aan het buitenland is verpatst, vatte perfect samen hoe er tot voor kort werd gedacht in de bankwereld : « Iedereen kocht gestructureerde producten en vertrouwde blindelings op de ratingbureaus. Niemand evalueerde de producten. » Het probleem dat bijna niemand op tijd heeft aangekaart, was dat de ratingbureaus werden betaald door de uitgevers van de producten om te zeggen dat het uitstekende producten waren. Deze flagrante belangenvermenging heeft erg gewogen op de kwaliteit van die externe evaluaties. De banken hebben schulden gemaakt om producten aan te kopen waarvan ze niet zelf het risico hadden geanalyseerd. Dat uiterst speculatieve gedrag heeft de banken aan de rand van de afgrond gebracht, en de Staten zijn ter hulp moeten schieten.

De Belgische banken hebben dus geld geleend aan onvermogende Amerikaanse huishoudens (naar Belgische normen zouden die huishoudens op de wanbelalerslijst van de Nationale Bank van België hebben gestaan) in plaats van geld te lenen aan huishoudens en bedrijven in België. Die onaanvaardbare situatie mag zich absoluut niet meer herhalen.

De combinatie van boekhoudregels en solvabiliteitsregels van de banken heeft de crisis nog vergroot. Zoals de directeur-generaal van een grote Belgische bank tijdens de hoorzitting van de bijzondere commissie zei : « *Les règles comptables et les normes de Bâle II ont un effet procyclique trop important. Je n'étais absolument pas demandeur de ces normes car elles augmentent la volatilité du compte de résultats.* » De banken die financiële activa bezitten (aandelen, obligaties) waarvan de waarde stijgt, boeken winsten en kunnen dividenden uitdelen, terwijl zij slechts een virtuele winst hebben geboekt (zolang zij die activa niet verkopen is de meerwaarde uitsluitend theoretisch).

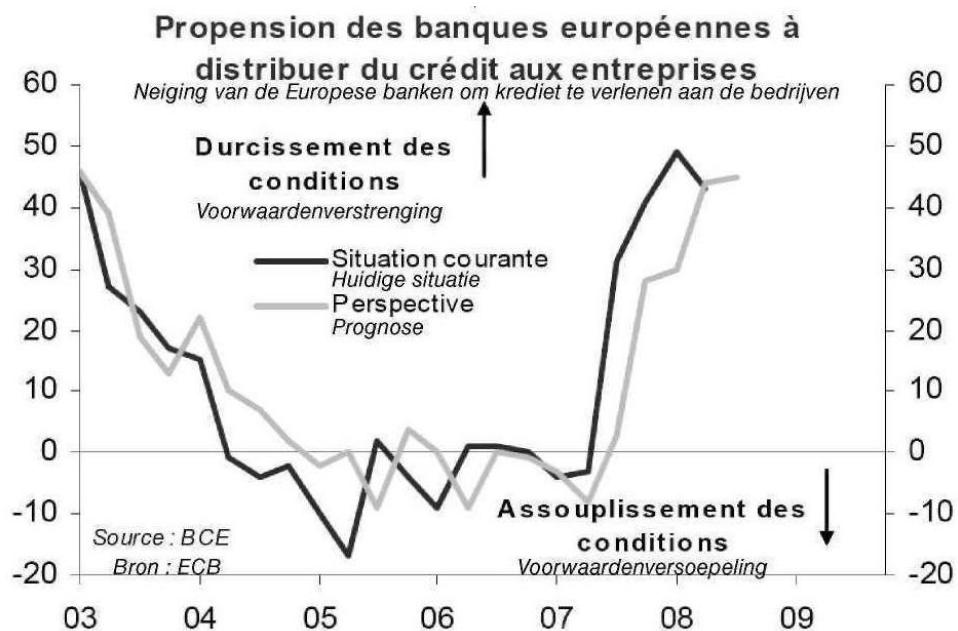
Als de economische conjunctuur daalt en de financiële markten tegenslagen kennen, zijn de banken verplicht verliezen te boeken op hun effectenportefeuille. De Bazel II-normen versterken dat procycli-

renforcent ce caractère procyclique, car l'exigence des fonds propres des banques dépend de la qualité des produits financiers en portefeuille, telle que mesurée par les *ratings* des agences de notation. Lorsque les marchés financiers sous-estiment les risques, les banques peuvent donc réduire leurs fonds propres jusqu'à peau de chagrin. En revanche, lorsque les *ratings* sont revus à la baisse (dégradation d'un *rating* AA à B, par exemple), les banques sont obligées d'augmenter fortement leurs fonds propres dans un contexte où plus personne ne veut, ou ne peut, apporter ces fonds nécessaires.

En somme, les banques se sont écartées de leur métier de base, qui est le financement de projets de particuliers et d'entreprises, pour se livrer à des activités spéculatives, en apparence plus rentables. Aujourd'hui, l'ensemble de l'économie en fait les frais. Les banques sont obligées d'enregistrer des pertes sur ces actifs qui perdent rapidement de la valeur (le non-remboursement partiel des dettes titrisées entraîne une réduction de valeur des titres concernés) et de se désendetter rapidement. Échaudées par cette mésaventure, les banques sont devenues excessivement prudentes et durcissent les conditions d'octroi de crédit aux entreprises et aux ménages, ce qui ralentit l'économie, avec des conséquences importantes pour les recettes des États.

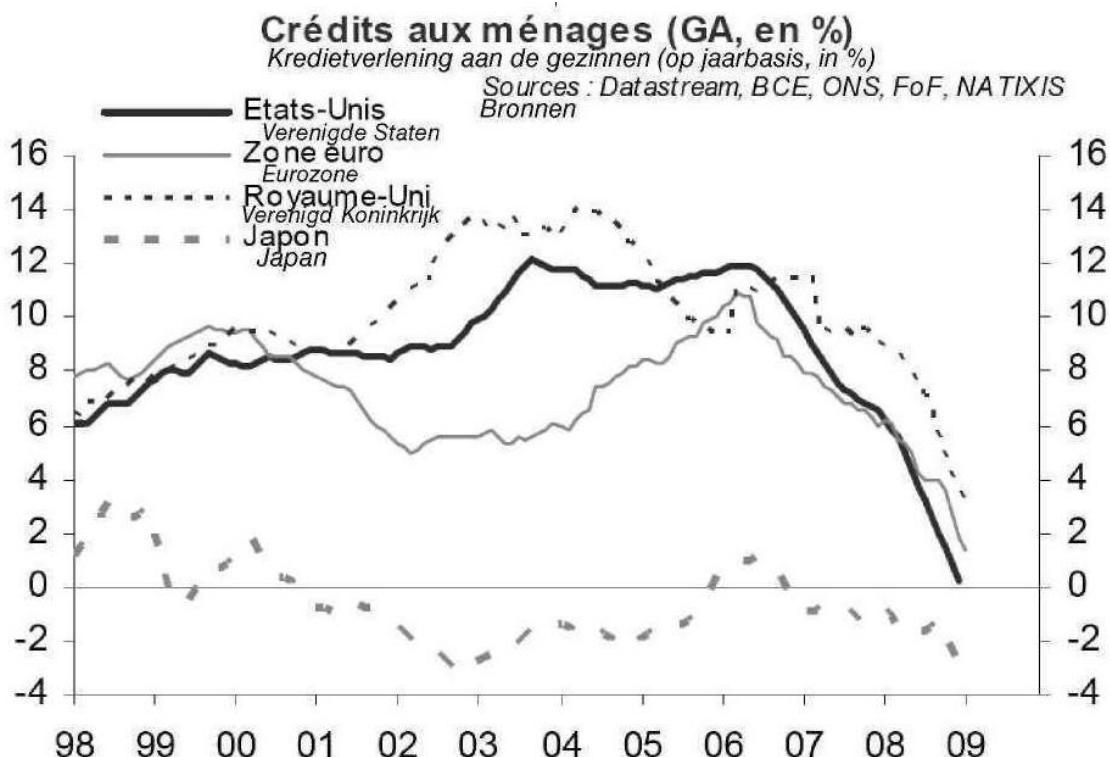
sche karakter nog, aangezien de vereiste van eigen middelen voor de banken afhangt van de kwaliteit van de financiële producten in portefeuille, zoals die gemeten wordt door de ratingbureaus. Als de financiële markten de risico's onderschatten, kunnen de banken dus hun eigen middelen drastisch inkrimpen. Als de *ratings* daarentegen verlaagd worden (van AA naar B bijvoorbeeld), moeten de banken hun eigen middelen fors aansterken in een context waarin niemand die middelen nog wil — of kan — verschaffen.

De banken laten dus hun basisopdracht links liggen, te weten : de financiering van projecten van particulieren en bedrijven. In plaats daarvan gaan zij zich te buiten aan speculatieve en op het eerste gezicht meer rendabele activiteiten. Nu betaalt de hele economische sector het gelag. De banken moeten verliezen boeken op die activa, die snel hun waarde verliezen (de gedeeltelijke niet-terugbetaling van schulden op effecten doet die effecten in waarde dalen), en ze moeten zich snel schuldenvrij maken. Na dit fiasco zijn de banken extreem voorzichtig geworden en hanteren zij veel strengere voorwaarden om bedrijven en gezinnen krediet te verlenen. Die houding vertraagt de economie en heeft een grote financiële weerslag op de overheidsonvangsten.



Les ménages et les entreprises anticipent aussi des difficultés économiques et réduisent leur demande de crédits. Dans cette période de grande incertitude, tous les acteurs privés tentent de se désendetter et d'épargner davantage. On voit donc une diminution assez prononcée des crédits octroyés en raison d'une baisse conjointe de l'offre et de la demande de crédits. Ce phénomène agrave encore la crise.

De gezinnen en bedrijven anticiperen ook op economische problemen en verminderen hun krediet-aanvragen. In deze periode van grote onzekerheid trachten alle particuliere actoren hun schulden terug te dringen en meer te sparen. De toegekende kredieten dalen dus sterk door de gelijktijdige afname van het aanbod en de vraag. Dat versterkt de crisis nog meer.



Nous assistons donc à la naissance d'une spirale de désendettement et de déflation, qui risque d'avoir des conséquences catastrophiques. La déflation augmente le poids de la dette et la rend plus difficile à rembourser (les taux réels augmentent malgré la baisse des taux nominaux, les revenus baissent alors que les dettes ne diminuent pas).

Pour éviter ce scénario de la grande dépression des années 1930, les États injectent massivement des liquidités dans le système et mettent en œuvre des plans de relance économique, quitte à aggraver leur endettement. Une augmentation de l'endettement des États est donc devenue inéluctable pour absorber le désendettement des acteurs privés. Ainsi, l'endettement de nombreux États a littéralement explosé en 2009 et 2010. Le taux d'endettement global, c'est-à-dire public et privé, a atteint dans de nombreux pays des records absolus.

De spiraal van schuldverlaging en deflatie kan wel eens catastrofale gevolgen hebben. De deflatie verhoogt de schuldenlast en maakt de schulden moeilijker af te lossen (de werkelijke voeten stijgen, ook al dalen de nominale voeten; de inkomsten dalen, terwijl de schulden niet verminderen).

Om te voorkomen dat de grote depressie van de jaren 1930 zich herhaalt, pompen de Staten massaal liquide middelen in het systeem en voeren zij economische herstelplannen uit, waardoor hun statenschuld alleen maar toeneemt. De stijging van de schuldenlast van de Staten is dus onvermijdelijk geworden om de schuldverlaging van de particuliere actoren op te vangen. Zo nam de schuldenlast van heel wat landen in 2009 en 2010 gigantische vormen aan. De algemene schuldgraad, dat wil zeggen de schuldenlast van zowel overheid als particulieren, bereikte in talrijke landen ongekende hoogten.

Pays	Endettement total en % du PIB pour 2010
Japon	371
Royaume-Uni	302
Espagne	293
Irlande	291
Italie	248
Grèce	242

Land	Totale schuldenlast in percentage van het bbp in 2010
Japan	371
Verenigd Koninkrijk	302
Spanje	293
Ierland	291
Italië	248
Griekenland	242

France	222
Allemagne	217
États-Unis	206
Belgique	193

Source : Natixis (2010).

Comme on peut le voir dans ce tableau, l'endettement global de notre pays est tout à fait raisonnable en comparaison d'autres pays. Les prêteurs ne regardent pas seulement l'endettement public lorsqu'ils décident de prêter à un État, ils regardent l'endettement global car, *in fine*, ce sont les citoyens et les entreprises qui payent la note via l'impôt. Si les acteurs privés sont peu endettés, cela signifie qu'ils ont la capacité d'assumer une dette publique plus importante.

C'est notamment le cas des citoyens belges dont le taux d'endettement global atteint à peine 90 % de leur revenu annuel.

Les marchés financiers, informés en cela par les agences de notation, se sont naturellement inquiétés de la capacité de certains États à rembourser la dette publique. Ceci a conduit à une hausse du taux d'intérêt sur la dette publique de ces pays, rendant les charges de la dette encore plus lourdes à assumer.

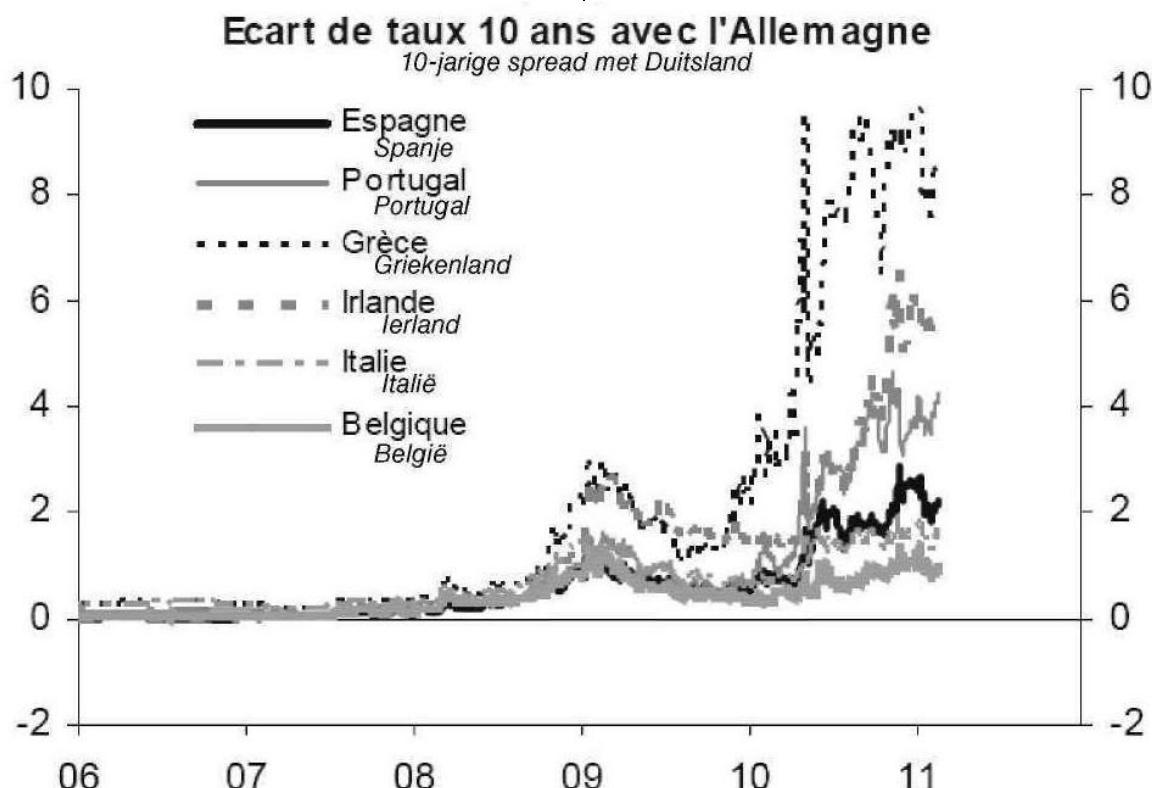
Frankrijk	222
Duitsland	217
Verenigde Staten	206
België	193

Bron : Natixis (2010).

Zoals uit deze tabel valt af te leiden, is de totale schuldenlast van ons land volstrekt redelijk in vergelijking met die van andere landen. De kredietverstrekkers hebben niet alleen oog voor de overheidsschuld wanneer zij besluiten een lening te verstrekken aan een Staat, maar kijken ook naar de totale schuldenlast, want uiteindelijk zijn het de burgers en de bedrijven die het gelag betalen via de belastingen. Wanneer de privéspelers weinig schulden hebben, betekent dit dat zij bij machte zijn een hogere overheidsschuld op zich te nemen.

Dat is met name het geval met de Belgische burgers, wier totale schuldgraad amper 90 % van hun jaarinkomen bedraagt.

De financiële markten, die daarvan door de ratingbureaus in kennis werden gesteld, waren vanzelfsprekend bezorgd over het vermogen van sommige Staten om de overheidsschuld terug te betalen. Dat leidde tot een stijging van de rentevoet op de overheidsschuld van die landen, waardoor hun schuldenlast nog zwaarder uitviel.



Sources : Datastream, Natixis.

Bron : « La zone euro pourrait-t-elle devenir insolvable? », Natixis Flash Marchés — Recherche économique, nr. 171, 7 maart 2011.

Ce mouvement fait craindre une insolvabilité de certains États, comme la Grèce, l'Irlande ou le Portugal. Or, beaucoup de banques commerciales européennes ont dans leurs actifs des obligations d'État. L'insolvabilité des États pourrait donc conduire à l'insolvabilité des banques, qui sont déjà fragilisées suite aux pertes qu'elles ont dû acter sur leurs produits financiers pourris (CDO, etc.).

L'Union européenne (EU) a donc été contrainte de réagir en urgence, en créant le « Fonds européen de stabilité financière » (FESF), dotée de 440 milliards d'euros de ligne de crédit. La FESF se finance via des emprunts obligataires qui sont garantis par les États signataires, à hauteur de leur participation dans le fonds.

En sauvant la Grèce, les autres états européens ont surtout sauvé les banques commerciales allemandes, anglaises, irlandaises et françaises qui, ensemble, détiennent 43 % de la dette grecque.

La crise financière est avant tout due à l'excès d'endettement des agents économiques. La dette privée a été remplacée par une dette publique afin d'éviter des faillites en chaîne. Cet endettement a permis de garantir une rentabilité des actifs financiers en dépit d'une croissance économique atone et d'un chômage de masse.

2º) Les responsabilités des acteurs

L'autorégulation du système financier a failli. Le cadre réglementaire n'a pas été conçu pour rendre le système financier plus sûr, mais uniquement pour permettre aux acteurs financiers de faire des bénéfices toujours plus grands. Les responsabilités de cet état de fait sont largement partagées dans le monde de la finance. Les banquiers, les agences de notation, les superviseurs et les politiques ont tous fauté.

Les banques ont adopté des stratégies privilégiant « la rentabilité et la croissance en veillant à respecter la lettre mais non l'esprit de la réglementation » (1). À cet effet, elles ont investi dans des produits en ignorant, volontairement ou non, les conséquences et ont mis l'épargne des ménages en danger. Les banques se sont aussi endettées démesurément pour acheter ces produits financiers. Le levier d'endettement moyen (total du bilan/fonds propres) sur la période 2004-2008 était de 36 pour Fortis, 33 pour Dexia et 19 pour KBC. Ces leviers étaient clairement excessifs, en particulier pour les deux premières banques. Les dirigeants des banques n'ont, clairement, pas fait preuve du discernement nécessaire pour la gestion d'une telle entreprise.

(1) Rapport préliminaire du collège d'experts remis à la Commission spéciale chargée d'examiner la crise financière et bancaire, 10 avril 2009, p. 32.

Die tendens wekt de vrees voor een faillissement van sommige Staten zoals Griekenland, Ierland en Portugal. De activa van veel Europese commerciële banken omvatten echter staatsobligaties. De insolventie van de Staten zou dus kunnen leiden tot insolventie van de banken, die al zijn verzwakt ingevolge de verliezen die zij hebben moeten boeken op hun toxische financiële producten (CDO's, enz.).

De Europese Unie (EU) zag zich dus genoodzaakt de noedsituatie aan te pakken door de oprichting van het Europees Fonds voor financiële stabiliteit (EFSF), met een kredietlijn van 440 miljard euro. Het EFSF wordt gefinancierd uit door de ondertekende Staten gewaarborgde obligatieleningen, *a rato* van hun deelname in het fonds.

Door Griekenland te redden, hebben de andere Europese Staten vooral de Duitse, Engelse, Ierse en Franse commerciële banken gered, die samen 43 % van de Griekse schuld in portefeuille hebben.

De financiële crisis is hoofdzakelijk te wijten aan de overmatige schuldenlast van de economische spelers. De privéschuld werd door overheidsschuld vervangen om een lawine van faillissementen te voorkomen. Dankzij die schuldenlast kon een rentabiliteit van de financiële activa worden gewaarborgd, ondanks een zwakke economische groei en massale werkloosheid.

2º) De verantwoordelijkheid van de actoren

De zelfregulering van het financiële systeem heeft gefaald. Het regelgevend kader was niet bedoeld om het financiële systeem veiliger te maken, maar alleen om de financiële spelers steeds grotere winsten te laten maken. In de financiële wereld wordt de verantwoordelijkheid voor een dergelijke toestand vaak gedeeld. Banken, ratingbureaus, toezichthouders en de politiek hebben zich allemaal laten meeslepen.

De banken hebben strategieën aangenomen waarbij zij « voorrang (...) verlenen aan rendabiliteit en groei, waarbij ze wel de letter maar niet de geest van de regelgeving eerbiedigden » (1). Zij hebben geïnvesteerd in producten zonder, al dan niet opzettelijk, de risico's ervan in te schatten en het spaargeld van de gezinnen in gevaar gebracht. De banken hebben ook buitensporige schulden gemaakt om deze financiële producten aan te kopen. De gemiddelde schuldhelfboom (balanstotaal/eigen middelen) over de periode 2004-2008 was 36 voor Fortis, 33 voor Dexia en 19 voor KBC. Deze hefbomen waren absoluut overdreven, zeker voor de eerste twee banken. De bankleiding heeft duidelijk niet de nodige omzichtigheid aan de dag gelegd voor het leiden van een dergelijke onderneming.

(1) Voorlopig verslag namens de bijzondere commissie belast met het onderzoek naar de financiële en bankcrisis, 10 april 2009, blz. 32.

Pour leur défense, il faut reconnaître que leur mode de rémunération ne les incitait pas à la modération et à la réflexion. Les bonus et *stock-options* offerts aux banquiers «performants» ont incité les patrons des banques à chercher des rendements excessifs, en prenant des risques démesurés. Il est inquiétant de constater qu'aujourd'hui encore certains banquiers refusent d'admettre leurs fautes et empochent, sans la moindre vergogne, des bonus et primes de départ plantureux, alors que leur bilan est calamiteux.

Les agences de notation privées ont également failli en n'évaluant pas correctement les produits financiers. Une des principales raisons est le conflit d'intérêt manifeste auquel elles sont confrontées, puisqu'elles sont payées par les émetteurs de produits financiers qui demandent ces notations. Ces agences jouissent également d'un quasi monopole mondial dans ce métier puisque, à trois (*Moody's*, *Fitch*, *Standard & Poor's*), elles représentent 90 % du marché mondial.

Les superviseurs n'ont pas mis fin à cette orgie spéculative, faute de volonté et de courage. Contrairement à ce que les superviseurs ont prétendu lors des auditions de la Commission chargée d'examiner la crise financière, ils ont les moyens d'empêcher les banques de commettre certains excès.

En Belgique, la CBFA (Commission bancaire, financière et des assurances) avait de nombreuses missions et les moyens de les exercer. Une de ces missions est de veiller à la situation financière des institutions financières (banques, assurances, organismes de placement, etc.). À cet égard, la CBFA avait le pouvoir d'édicter des règlements dans lesquels elle peut fixer des normes détaillées de solvabilité, de liquidité et de limitation du risque qui s'imposent aux banques (1). La CBFA pouvait imposer à une banque un niveau de fonds propres plus élevé (levier moins élevé) que celui qu'elle détermine selon les règles de Bâle II (2). Au niveau du besoin de liquidités des banques, nous sommes également interpellés par la passivité dont a fait preuve la CBFA.

Le responsable de l'audit interne de Fortis a clairement déclaré à la Commission spéciale qu'une série de rapports négatifs avaient été remis depuis 2003 sur la gestion des liquidités chez Fortis et que ces rapports ont conduit à une inspection de la CBFA en 2005. Face à ces multiples constats, on est en droit de se demander pourquoi la CBFA n'a rien entrepris pour limiter le levier d'endettement et le besoin de liquidités des banques belges ? Y a-t'il une proximité trop grande avec les institutions financières en raison de la confusion des carrières ? Où en est-on face à ce qu'on pourrait appeler

(1) Article 43, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

(2) Article 43, § 3, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Ter verdediging moet wel worden toegegeven dat hun bezoldiging nu niet meteen aanzette tot matiging en reflectie. De aan de zogenaamd «goed presterende» bankiers geboden bonussen en *stock-options* hebben de bankleiding ertoe aangezet extreme rendementen na te streven door buitensporige risico's te nemen. Het is zorgwekkend dat we vandaag moeten vaststellen dat sommige bankiers weigeren hun fouten toe te geven en zonder verpinken royale bonussen en vertrekpremies opstrijken terwijl de balans er rampzalig uitziet.

De privératingbureaus hebben eveneens gefaald door de financiële producten niet correct te evalueren. Een van de belangrijkste redenen is het manifeste belangenconflict waarmee zij worden geconfronteerd, aangezien zij betaald worden door de uitgevers van de financiële producten die deze *ratings* vragen. Deze bureaus hebben ook een nagenoeg wereldwijd monopolie aangezien zij met z'n drieën (*Moody's*, *Fitch*, *Standard & Poor's*) 90 % van de wereldmarkt in handen hebben.

De *supervisors* hebben de speculatie-orgie geen halt toegeroepen, omdat ze daar noch de wil noch de moed toe hadden. In tegenstelling tot wat zij tijdens de hoorzittingen in de commissie hebben beweerd, beschikken zij wél over de nodige middelen om banken van bepaalde excessen te weerhouden.

In België had de CBFA (Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen) tal van opdrachten en middelen om die uit te voeren. Een van de opdrachten is toeziен op de financiële situatie van de financiële instellingen (banken, verzekeringen, beleggingsinstellingen, enz.). Hiertoe beschikte de CBFA over de bevoegdheid om reglementen uit te vaardigen waarin zij de banken gedetailleerde normen kan opleggen inzake solvabiliteit, liquiditeit en beperking van het risico (1). De CBFA kon een bank verplichten meer eigen middelen te hebben (lagere hefboom) dan wat zij krachtens de regels van Bazel II vaststelt (2). De passiviteit waarvan de CBFA blijkt heeft gegeven ten aanzien van de liquiditeit van de banken is ook treffend.

De verantwoordelijke voor de interne audit van Fortis verklaarde in de bijzondere commissie dat sedert 2003 heel wat negatieve rapporten werden geschreven over het beheer van de liquiditeiten bij Fortis, die geleid hebben tot een inspectie van de CBFA in 2005. Waarom heeft de CBFA niets ondernomen om de schuldhefboom en de liquiditeitsbehoefte van de Belgische banken te beperken ? Zijn zij te nauw betrokken bij de financiële instellingen door de verstrelende carrières ? Hebben we hier te maken met het «*Greenspan-complex*», naar de vroegere

(1) Artikel 43, §§ 1 en 2, van de wet van 22 maart 1993 op het statut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

(2) Artikel 43, § 3, van de wet van 22 maart 1993 op het statut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

le «*complexe de Greenspan*», du nom de l'ancien président de la réserve fédérale américaine, selon lequel le régulateur est convaincu que l'autorégulation de la finance le dispense de toute intervention ?

Les responsables politiques se sont quant à eux contentés d'apporter les transformations au système financier que les spéculateurs leur ont suggérées. Les accords de Bâle II, qui sont des accords entre banques privées sur les exigences de fonds propres, ont été validés par la directive européenne CRD. L'assouplissement, voire la suppression, de la séparation des métiers bancaires héritée de la crise de 1929 est un autre exemple (abrogation des règles de type «*Glass-Steagall Act*» dans les années 1990) de la collusion entre monde politique et financier.

Le gouvernement belge a également sa part de responsabilité dans la crise vécue par les banques belges en raison de sa gestion improvisée et précipitée de la crise. Contrairement à ce qu'il a prétendu, les problèmes ne sont pas apparus d'un coup, le 26 septembre 2008, mais ils étaient en gestation depuis des mois (la CBFA suivait la crise des liquidités des banques depuis août 2007) et la situation était déjà devenue critique depuis le 16 septembre 2008. La tentative de sauvetage de Fortis a été un cafouillage du début à la fin.

Par ailleurs, plutôt que de garantir les pertes sur les produits toxiques de Fortis et Dexia, l'État belge aurait dû racheter les actifs sains et les dépôts des banques pour constituer une ou plusieurs «*good banks*» (bonnes banques). Cela aurait été une option plus intéressante pour les contribuables qui ne sont en rien responsables de la crise actuelle et qui doivent pourtant assumer financièrement les déboires des banques.

Le système financier fonctionne de manière irrationnelle. En période faste, la confiance excessive des financiers les incite à prendre des risques excessifs. En revanche, lorsque le climat économique est moins bon, les financiers se montrent excessivement prudents et méfiants. La confiance, plus que les faits, guide les décisions dans le monde de la finance. C'est ce qui explique que des banquiers aient pu acheter des actifs comme un chat dans un sac. Le mensonge est présent partout dans le système financier.

Les notations des agences de notation sont biaisées, les bilans des banques sont tronqués par les opérations hors-bilan, etc. Or, la confiance et le mensonge ne font pas bon ménage. Des mesures radicales vont devoir être prises pour restaurer la confiance du public dans le secteur financier et les banques en particulier.

3º) Les propositions de réforme

Comme nous pouvons le constater, de multiples facteurs sont à l'origine de cette crise, qui est extrême-

voorzitter van de *American Federal Reserve*, waarbij de regulator ervan overtuigd is dat de autoregulering van de financiëlen hem ontslaat van iedere ingreep ?

De politici hebben dan weer niet meer gedaan dan de veranderingen aan het financiële systeem aan te brengen die de speculanten hun hebben gesuggereerd. De akkoorden van Bazel II, dus akkoorden tussen private banken over de eigen middelen, zijn gevalideerd door de Europese richtlijn CRD. De versoepeling of zelfs opheffing van de scheiding van de bankberoepen die ontstaan is na de crisis van 1929, is een ander voorbeeld (opheffing van de regels als «*Glass-Steagall Act*»).

De Belgische regering is ook deels verantwoordelijk met haar amateuristische en overhaaste aanpak van de crisis. In tegenstelling tot wat zij beweert, zijn de problemen niet plots opgedoken op 26 september 2008, maar sluimerden zij al maanden (de CBFA volgde de liquiditeitscrisis sedert augustus 2007) en was de situatie al kritiek vanaf 16 september 2008. De redding van Fortis was geknoei van begin tot einde.

In plaats van waarborgen te verlenen voor de verliezen op de toxiche producten van Fortis en Dexia, had de Belgische Staat voorts beter de gezonde activa en de bankdeposito's opgekocht om een of meer «*good banks*» op te richten. Dat zou voor de belastingbetalers veel interessanter geweest zijn, zij zijn immers totaal niet verantwoordelijk voor de huidige crisis en moeten toch de fouten van de banken financieel dragen.

Het financiële systeem werkt irrationeel. In gunstige tijden hebben de financiers te veel vertrouwen en nemen zij te grote risico's. Als het economisch klimaat minder goed is, zijn zij weer te voorzichtig en te achterdochtig. Vertrouwen is, meer dan feiten, bepalend voor de beslissingen in de financiële wereld. Dat verklaart waarom bankiers activa hebben gekocht die een kat in de zak bleken. Leugens zijn alomtegenwoordig in het financiële systeem.

De ratings van de ratingbureaus zijn een niet-exacte weergave van de situatie, de balansen van de banken zijn geschaad door buiten de balans vallende operaties enzovoort. Vertrouwen en leugens zijn echter geen goede combinatie. Er zijn radicale maatregelen nodig om het vertrouwen van de burger in de financiële sector en in de banken in het bijzonder, te herstellen.

3º) Hervormingsvoorstellen

Voor deze ernstige en wellicht ook langdurige crisis, zijn er kennelijk meerdere oorzaken. Het blinde

ment grave et qui sera vraisemblablement longue. La confiance aveugle dans l'efficacité de l'autorégulation des marchés financiers a conduit au plus grand cataclysme depuis la grande dépression des années 30.

Des mesures volontaristes vont devoir être adoptées pour empêcher qu'une telle crise ne se reproduise. Les solutions à la crise devront donc être radicales, durables et nécessairement multiples.

Ces solutions, à mettre en débat aux différents niveaux de pouvoir, doivent reposer sur quatre principes simples :

- meilleure identification du risque;
- limitation du risque;
- plus grande protection contre le risque;
- meilleure gouvernance.

Ces solutions doivent être articulées entre le niveau européen et le niveau belge. La crise actuelle montre clairement qu'une coopération renforcée entre États-membres est nécessaire.

En matière de régulation financière, l'Union européenne avance pas à pas. Depuis janvier 2009, elle a déjà adopté un premier paquet de réformes et prévoit d'en entériner d'autres d'ici la fin 2011. Décidée à faire taire les critiques dénonçant la paralysie de ses institutions, l'Europe s'est donc appliquée à présenter une réponse politique à la crise financière. Néanmoins, si la réactivité des autorités européennes est encourageante, il y a lieu de s'inquiéter du contenu des réformes adoptées. Il est vrai que, dès le départ, le ver était dans le fruit. En effet, pour élaborer ses propositions de directives en matière de régulation financière, la Commission européenne s'est appuyée sur les recommandations formulées en février 2009 par un groupe de «sages» présidé par Jacques de Larosière (ancien gouverneur de la Banque de France et ancien directeur général du Fonds monétaire international) et, sur les huit membres qui composent ce comité nommé par la Commission, quatre sont directement impliqués dans la crise financière, par leurs fonctions dans des groupes bancaires : Rainer Masera (*Lehman Brothers*), Otmar Issing (*Goldman Sachs*), Jacques de Larosière (*BNP Paribas*) et Onno Ruding (*CitiGroup*). Autrement dit, c'est aux responsables de la crise actuelle que la Commission européenne a demandé les solutions pour en sortir !

L'Europe ne peut certainement pas servir de prétexte pour ne pas prendre les mesures qui peuvent l'être au niveau national. Tout au contraire, l'Europe a besoin de nations plus en pointe sur des enjeux sociaux, environnementaux économiques, et plus particulièrement en matière de régulation financière. Ceux-ci exercent un rôle d'exemple et peuvent également se démarquer par

vertrouwen in de doeltreffendheid van de zelfregulering van de financiële markten heeft geleid tot de grootste crisis sedert de grote depressie van de jaren '30.

Er zijn daadkrachtige maatregelen nodig om te voorkomen dat een dergelijke crisis zich nogmaals voordoet. Deze crisis vraagt om tal van radicale en duurzame oplossingen.

De verschillende machtsniveaus zullen dringend over deze oplossingen moeten debatteren, rekening houdend met vier eenvoudige beginselen :

- betere identificatie van het risico;
- beperking van het risico;
- betere bescherming tegen het risico;
- betere governance.

Deze oplossingen moeten op Europees en op Belgisch niveau worden uitgedacht. De huidige crisis toont aan dat de lidstaten beter moeten samenwerken.

Op het stuk van de financiële regulering boekt de Europese Unie geleidelijk vooruitgang. Sinds januari 2009 heeft ze reeds een eerste reeks hervormingen aangenomen; de bekraftiging van een aantal andere is voor eind 2011 gepland. Om de critici die de onmacht van de Europese instellingen aan de kaak stellen, de mond te snoeren, is Europa vastberaden de financiële crisis via politieke weg op te lossen. Hoewel het bemoeidend is dat de Europese autoriteiten zo kort op de bal spelen, baart de inhoud van de aangenomen hervormingen echter zorgen. Men kan er weliswaar niet omheen dat de klad er vanaf het begin in zat. Bij het uitwerken van haar voorstellen voor een richtlijn betreffende de financiële regulering baseerde de Europese Commissie zich immers op de aanbevelingen die in februari 2009 werden geformuleerd door een groep van wijzen, voorgezeten door Jacques de Larosière (gewezen gouverneur van de *Banque de France* en gewezen directeur-generaal van het Internationaal Muntfonds). Van de acht leden waaruit het door de Commissie aangewezen comité was samengesteld, waren er vier rechtstreeks bij de financiële crisis betrokken via hun functie in bankgroepen : Rainer Masera (*Lehman Brothers*), Otmar Issing (*Goldman Sachs*), Jacques de Larosière (*BNP Paribas*) en Onno Ruding (*CitiGroup*). Om uit de huidige crisis te raken, is de Europese Commissie dus te rade gegaan bij wie aan de wieg ervan heeft gestaan !

«Europa» mag beslist niet als voorwendsel worden gebruikt om op nationaal niveau geen maatregelen te treffen, integendeel; Europa heeft nood aan Staten die geavanceerder zijn op sociaal, milieu- en economisch gebied, en meer bepaald wat financiële regulering betreft. Die hebben een voorbeeldfunctie en kunnen zich tevens onderscheiden door hun vermogen om

leur capacité d'initiative et d'innovation. Plus que dans toute autre matière, il convient donc d'appliquer le principe de subsidiarité de manière judicieuse.

La présente proposition de loi vise à poser le premier jalon de ce programme de réformes en proposant trois mesures concrètes :

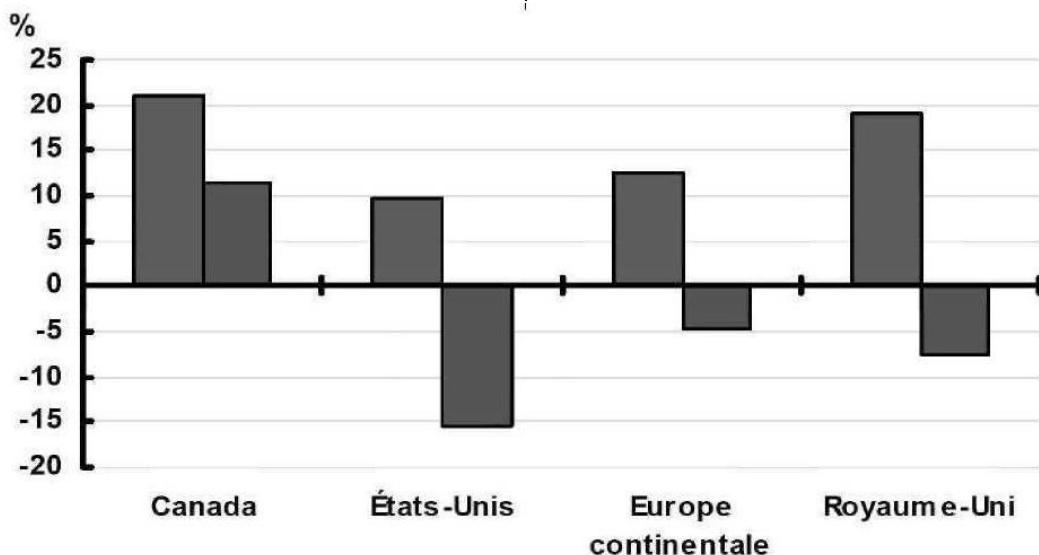
- 1^o le renforcement des fonds propres des banques;
- 2^o la séparation des activités bancaires;
- 3^o l'amélioration de la gouvernance.

3.1) Le renforcement de la solvabilité des banques

3.1.1. L'exemple Canadien

À l'instar de la Belgique, le paysage bancaire canadien est dominé par une poignée d'établissements ayant une importance systémique. La comparaison avec le secteur bancaire du Canada est donc tout à fait pertinente. La réglementation bancaire du Canada peut être citée en exemple comme un modèle de réussite. Grâce à cette réglementation, les banques canadiennes ont des résultats plus stables que leurs homologues étrangers. Les deux graphiques ci-dessous montrent que le rendement des banques canadiennes n'a rien à envier à celui des banques américaines et européennes et qu'en outre elles ont beaucoup moins souffert de la crise que ces dernières.

**Rendement moyen des capitaux propres
des banques canadiennes**



(Source : Banque du Canada, 2009).

initiatieven te nemen en te innoveren. Meer nog dan op eender welk ander vlak moet het subsidiariteitsbeginsel dus oordeelkundig worden gehanteerd.

Dit wetsvoorstel zet een eerste stap in de richting van dit hervormingsprogramma en stelt daartoe drie concrete maatregelen voor :

- 1^o de versterking van de eigen middelen van de banken;
- 2^o de opdeling van de bankactiviteiten;
- 3^o de verbetering van de *governance*.

3.1) De versterking van de solvabiliteit van de banken

3.1.1. Het Canadese voorbeeld

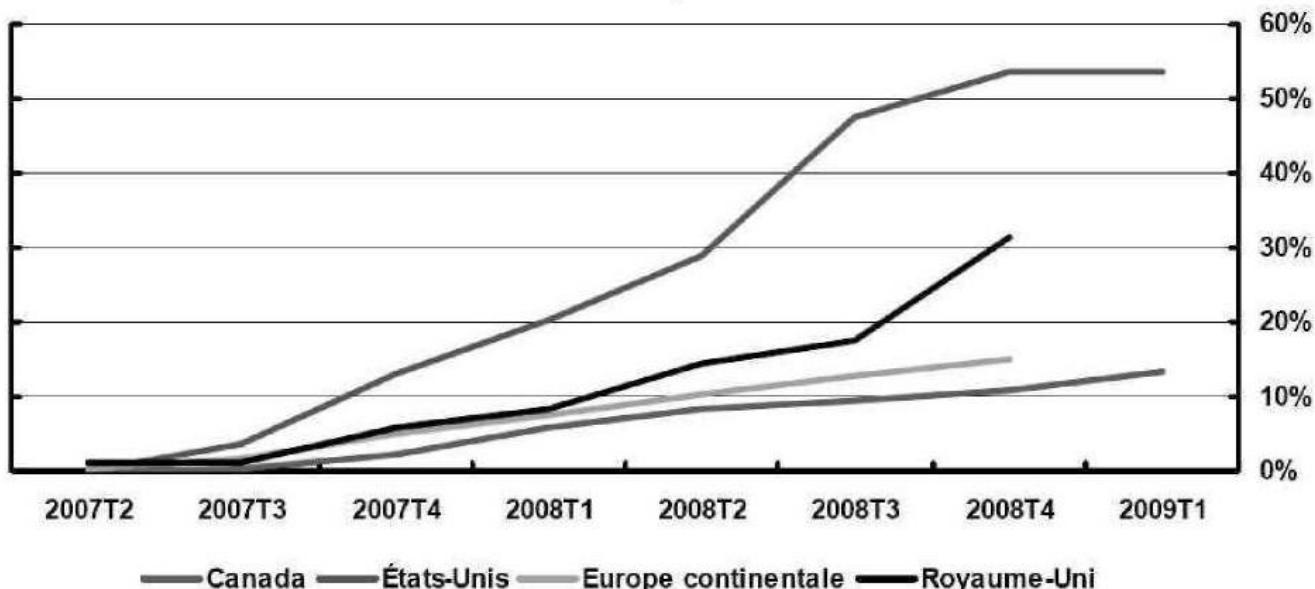
Het Canadese banklandschap wordt net als in België overheerst door een handvol instellingen met systemisch belang. De vergelijking met de Canadese banksector is dus zeer zinvol. De Canadese regelgeving is een erg geslaagd voorbeeld. De Canadese banken hebben dankzij de regelgeving stabielere resultaten dan hun buitenlandse tegenhangers. Onderstaande grafieken tonen aan dat het rendement van de Canadese banken niet moet onderdoen voor de Amerikaanse en Europese banken én dat zij veel minder te lijden hebben gehad onder de crisis.

**Gemiddeld rendement van het eigen vermogen
van de Canadese banken**

(Bron : Bank of Canada, 2009).

Total des dépréciations en proportion des fonds propres des banques canadiennes

Totaalbedrag aan afwaarderingen, afgezet tegen de eigen middelen van de Canadese banken



(Source : Banque du Canada, 2009).

(Bron : Bank of Canada, 2009).

Les dépréciations d'actifs auxquelles ont procédé jusqu'à maintenant les banques canadiennes ont été relativement limitées, ce qui tient à leurs pratiques rigoureuses en matière de prêt et à leur faible exposition aux instruments adossés à des actifs fortement dépréciés.

Ce qui est caractéristique du secteur bancaire canadien est que les exigences canadiennes de fonds propres dépassent celles de Bâle II. Qui plus est, l'appétit pour le risque des banques canadiennes semble limité, car celles-ci conservent des quantités appréciables de fonds propres, supérieures aux ratios fixés par le superviseur.

Par ailleurs, la titrisation des prêts hypothécaires octroyés par les banques y reste limitée et les banques gardent dans leur bilan une partie des risques. Enfin, le superviseur canadien des banques impose aussi aux banques un ratio de levier maximal.

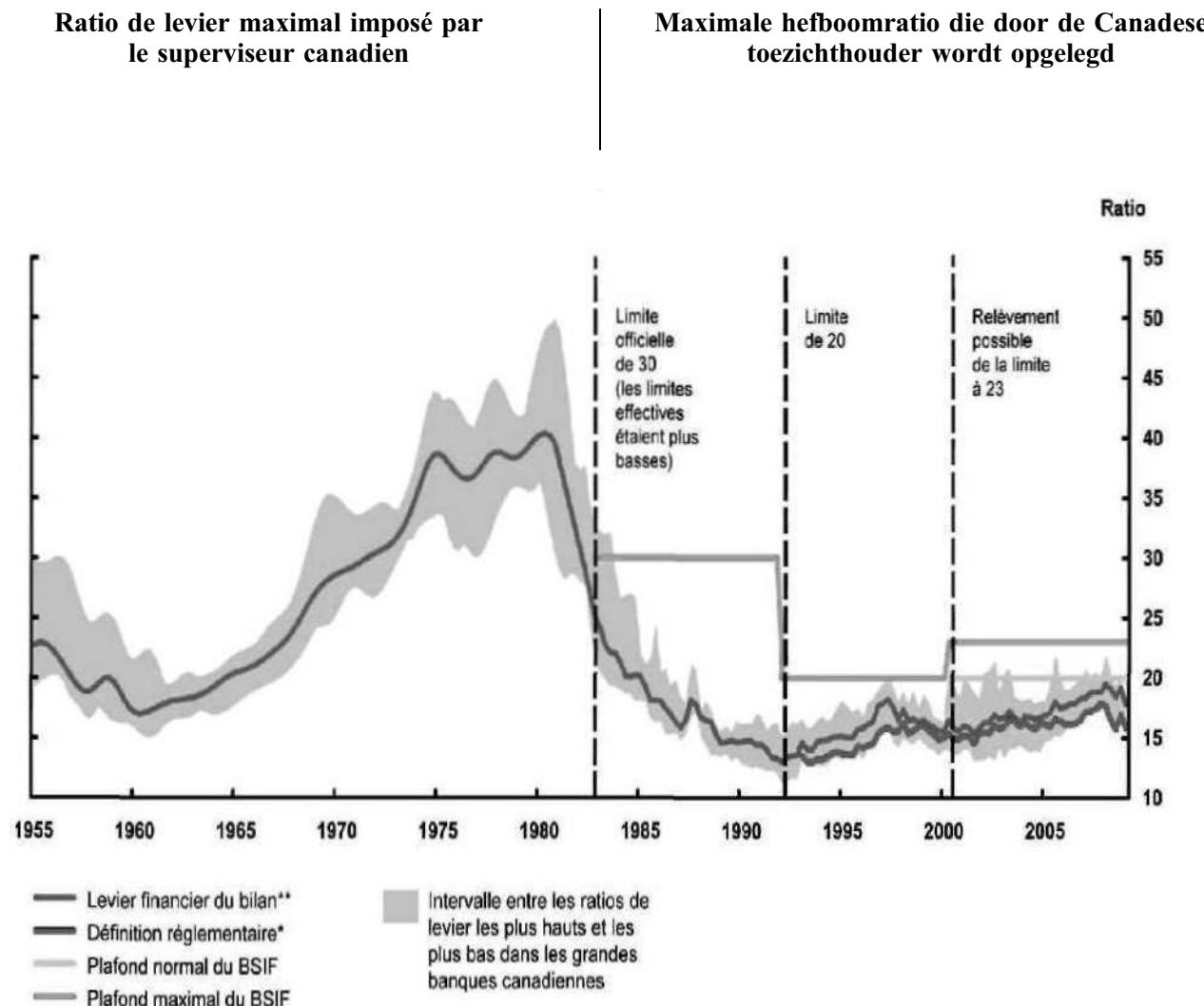
Ce dernier aspect de la réglementation financière est sans aucun doute celui qui assure le plus de stabilité aux banques canadiennes.

De waardeverminderingen van de activa die de Canadese banken tot nu toe hebben doorgevoerd, waren veeleer beperkt, wat strookt met hun strikte praktijken inzake lenen en hun geringe blootstelling aan instrumenten met sterk in waarde verminderde activa.

Typisch voor de Canadese banksector is dat de Canadese eisen voor eigen middelen verder gaan dan Bazel II. Ook de hang naar risico van de Canadese banken lijkt beperkt, aangezien zij aanzienlijk meer eigen middelen aanhouden dan de toezichthouder vraagt.

Bovendien is de effectisering van door de banken verleende hypothekleningen er beperkter en behouden de banken een deel van de risico's in hun balans. Ten slotte leggen ook de banktoezichthouders de banken een maximale hefboomratio op.

Dat laatste is ongetwijfeld de grootste garantie voor de stabiliteit van de Canadese banken.



* Ratio actifs au bilan plus certains postes hors bilan / fonds propres réglementaires

** Ratio actifs au bilan / avoir propre et dettes subordonnées des actionnaires

Source : BSIF

Bron: BSIF

Comme le montre le graphique ci-dessus, le levier d'endettement moyen des banques canadiennes se situe autour de 15, alors que le plafond normal imposé par le régulateur est fixé à 20. Les banques canadiennes sont donc plus prudentes que ce qu'exige le régulateur.

Si l'on compare cette situation à celle des banques belges, la différence saute aux yeux. Le levier d'endettement moyen (total du bilan/fonds propres) sur la période 2004-2008 était de 36 pour Fortis, 33 pour Dexia et 19 pour KBC. Au regard de l'exemple canadien, les leviers des banques belges sont clairement excessifs, en particulier pour les deux premiers cas.

Exprimé autrement, les fonds propres des banques canadiennes s'élèvent en moyenne à 6,25 % du bilan alors que ce ratio ne s'élevait qu'à 2,7 % pour Fortis et 3 % pour Dexia.

Uit deze grafiek blijkt dat de gemiddelde schuldhelfboom van de Canadese banken ongeveer 15 % is, terwijl de regulator een maximum van 20 oplegt. De Canadese banken zijn dus voorzichtiger dan wordt geëist.

Het verschil met de situatie van de Belgische banken is enorm. De gemiddelde schuldhelfboom (balanstotaal/ eigen middelen) over de periode 2004-2008 was 36 voor Fortis, 33 voor Dexia en 19 voor KBC. Vergelijken met het Canadese voorbeeld zijn de hefbomen van de Belgische banken — zeker van de eerste twee — echt overdreven.

De eigen middelen van de Canadese banken bedragen 6,25 % van de balans, terwijl dit voor Fortis maar 2,7 % en voor Dexia maar 3 % is.

3.1.2. Renforcer les fonds propres réglementaires

La crise actuelle démontre à suffisance que la course irréfléchie aux profits conduit à la catastrophe. Le système bancaire est trop important pour l'économie; il ne peut être laissé en proie aux apprentis sorciers de la finance. Une saine gestion des banques n'est pas nécessairement moins rentable.

Les normes actuelles belges en matière de fonds propres sont trop peu exigeantes. Les normes Bâle II avaient été améliorées par rapport à celles de Bâle I pour tenir compte du risque de crédit, du risque opérationnel et du risque de marché. { fonds propres de la banque plus de 8 % des [risques de crédits (75 %) + risque de marché (5 %) + risques opérationnels (20 %)] }. Toutefois, les banques établissent leurs propres modèles de risque, qui est validé par le régulateur en Belgique Autorité des services et marchés financiers FSMA et déterminent donc elles-mêmes le niveau de fonds propres nécessaires.

En théorie, depuis Bâle II, les fonds propres sont plus adaptés aux risques. En réalité, les risques sont devenus plus opaques et les fonds propres sont insuffisants face aux risques réels. La preuve en est que de nombreuses banques ont éprouvé, ou éprouvent encore, de graves problèmes de solvabilité.

Les normes de fonds propres prévues dans le cadre de Bâle III (qui doivent encore être traduites dans le cadre législatif européen) sont toujours insuffisantes pour garantir la stabilité du système bancaire. Ces normes prévoient de limiter le levier des banques à 33. Or, la crise bancaire a clairement montré que le levier d'endettement était excessif et que les banques ont minimisé les risques en ce qui concerne leur structure de financement. Comme on a pu le montrer ci-dessus, les banques canadiennes, qui ont traversé la crise sans encombre, ont un levier moyen de 15. Divers institutions internationales et comités d'experts ont mis en avant la nécessité de limiter le niveau du levier d'endettement. Au Royaume-Uni, la Commission indépendante sur les banques a préconisé des fonds propres d'au moins 10 % pour les grandes banques universelles dites systémiques (1).

Il est paradoxal que les entreprises les plus importantes pour notre économie soient celles qui disposent des fonds propres les moins importants. Selon un rapport de la BNB, les grandes sociétés commerciales et industrielles ont des fonds propres s'élevant à 45 % en moyenne alors que les banques ne disposent que de 3 à 4 % de fonds propres.

(1) *Indépendant Commission on Banking, Interim report, april 2011, Londres, p. 71.*

3.1.2. De eigen reglementaire middelen opvoeren

De huidige crisis toont duidelijk aan dat ondordacht winstbejag rampzalige gevolgen heeft. Het banksysteem is te belangrijk om het zomaar over te laten aan de leerling-tovenaars uit de financiële wereld. Een gezond bankbeheer is niet per definitie minder rendabel.

De huidige Belgische normen voor eigen middelen liggen veel te laag. De Bazel II-normen werden verbeterd ten aanzien van die van Bazel I, teneinde rekening te houden met het kredietrisico, het operationele risico en het marktrisico. {eigen middelen van de bank meer dan 8 % van [kredietrisico's (75 %) + marktrisico (5 %) + operationele risico's (20 %)]}. De banken stellen echter hun eigen modellen op voor het risico, dat vervolgens door de regulator FSMA wordt gevalideerd (in België de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten). Aldus bepalen ze zelf hoeveel eigen middelen vereist zijn.

In theorie zijn de eigen middelen sinds Bazel II beter afgestemd op de risico's. In werkelijkheid zijn de risico's minder transparant en volstaan de eigen middelen niet ten aanzien van de werkelijke risico's. Dat heel wat banken nog ernstige solvabiliteitsproblemen hadden of hebben, is hiervan het bewijs.

De normen voor eigen middelen waarin in het kader van Bazel III is voorzien (en die nog in Europese wetgeving moeten worden omgezet), volstaan nog steeds niet om de stabiliteit van het banksysteem te waarborgen. Volgens die normen moet de hefboom van de banken beperkt blijven tot 33. De bankencrisis heeft evenwel duidelijk aangetoond dat de schuldenhefboom overmatig was en dat de banken de risico's voor hun financieringsstructuur hebben geminimaliseerd. Zoals reeds eerder vermeld, hebben de Canadese banken, die de crisis probleemloos hebben doorstaan, een hefboom van gemiddeld 15. Diverse internationale instellingen en deskundigencomités hebben beklemtoond dat de schuldenhefboom moet worden beperkt. In het Verenigd Koninkrijk heeft de Independent Commission on Banking gepleit voor eigen middelen ten belope van ten minste 10 % voor de grote universele, «systemische» banken (1).

Het is paradoxaal dat de belangrijkste ondernemingen voor onze economie over de minste eigen middelen beschikken. Volgens een verslag van de NBB hebben de grote commerciële en industriële vennootschappen eigen middelen ten belope van gemiddeld 45 %, terwijl de banken amper over 3 à 4 % eigen middelen beschikken.

(1) *Indépendant Commission on Banking, Interim report, april 2011, Londen, blz. 71.*

Les auteurs estiment qu'il est nécessaire d'instaurer une réglementation plus sévère en matière de fonds propres, à l'instar de ce qui a été appliqué avec succès au Canada et en Espagne. L'instauration d'un système de fonds propres variables, en fonction de la conjoncture économique et avec un minimum incompressible, semble la solution indiquée. Le capital serait la base incompressible, fixée à 5 % du passif et les réserves seraient la partie variable, en fonction des risques et de la conjoncture économique (1).

Dans les périodes de cycle économique haussier, les banques seraient obligées de provisionner des bénéfices, jusqu'à atteindre un niveau de 3 % du total du passif. L'addition de ces réserves au capital s'élèverait à 8 % du passif, ce qui correspond à un levier de 12,5. L'exigence de fonds propres serait également fonction des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels des banques traditionnelles. En période de cycle économique baissier, les exigences en matière de fonds propres seraient assouplies, ce qui laisserait aux banques des marges pour encaisser les pertes, en ponctionnant les réserves constituées à cet effet.

Un tel système dynamique est plus efficace que le système actuel. Avec le règlement Bâle II, les banques sont obligées de se faire recapitaliser pour compenser des pertes subies, et ce au fur et à mesure que la situation économique se dégrade (les risques perçus, et par conséquent les exigences de fonds propres, augmentent en raison de l'augmentation des défauts de remboursements).

Or, lorsque le contexte économique est dégradé, il peut s'avérer très difficile pour une banque de se faire recapitaliser, car les investisseurs ne se bousculent pas pour épouser les pertes. C'est donc vers l'État que les banques se tournent pour être sauvées. Il faut inverser la logique et obliger les banques à se prémunir contre la faillite en période haussière. Le provisionnement dynamique freine la croissance du crédit en période d'expansion économique et freine le rationnement du crédit, dû à l'insuffisance des fonds propres, durant les récessions.

La présente proposition de loi vise à instaurer un système de fonds propres dynamique ainsi qu'à renforcer de manière durable la solvabilité des banques, en anticipant l'adoption définitive des normes Bâle III. Compte tenu de la situation financière critique dans laquelle se trouvent les banques actuellement, il serait inopportun d'imposer une contrainte supplémentaire aux banques à court terme. Pour cette raison, la présente proposition de loi prévoit une période de transition de sept ans.

(1) Actuellement les exigences de fonds propres sont exprimés par rapport aux risques pondérés et non par rapport au total du bilan.

De indieners achten een strengere regelgeving inzake eigen middelen nodig, zoals die reeds met succes is ingesteld in Canada en Spanje. De invoering van een systeem van variabele eigen middelen in het licht van de economische conjunctuur met een vast minimum lijkt de aangewezen oplossing. Het kapitaal zou dan 5 % van het passief bedragen; de reserves zouden het variabele deel vormen, afhankelijk van de risico's en de economische conjunctuur (1).

In de periodes van aantrekkelijke economie zouden de banken dan verplicht zijn hun winsten opzij te zetten, tot ze 3 % van hun totale passiva uitmaken. De toevoeging van deze reserves aan het kapitaal zou 8 % van de passiva bedragen, wat overeenkomt met een hefboom van 12,5. De behoefte aan eigen middelen zou tevens afhangen van het kredietrisico, het marktrisico en de operationele risico's van de traditionele banken. In een dalende conjunctuur zouden de eisen voor eigen middelen worden versoepeld, zodat de banken ruimte hebben om de verliezen te dekken met de daartoe aangelegde reserves.

Een dergelijk dynamisch systeem is veel efficiënter dan het huidige. Bazel II verplicht de banken tot herkapitalisatie om hun verliezen te compenseren naarmate de economische toestand verslechtert (de risico's waaraan ze blootstaan, en bijgevolg de nood aan eigen middelen, nemen toe doordat het aantal gevallen van niet-terugbetaling stijgt).

Maar als de economische context achteruitgaat, kan het voor een bank heel moeilijk zijn om te worden geherkapitaliseerd; de beleggers staan immers niet te springen om verliezen op te vangen. Dan is het de Staat die de banken moet redden. Die logica moet worden omgedraaid en de banken moeten verplicht worden zich in gunstige tijden te wapenen tegen bankroet. De dynamische provisie beperkt de kredettoename in tijden van economische expansie en voorkomt dat krediet wegens onvoldoende eigen middelen wordt gerantsoeneerd in tijden van recessie.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een dynamisch systeem van eigen middelen in te stellen en de solvabiliteit van de banken duurzaam te versterken, in afwachting van de definitieve aanneming van de Bazel III-normen. Aangezien de banken zich momenteel in een kritieke financiële situatie bevinden, zou het niet goed zijn hen op korte termijn een bijkomende beperking op te leggen. Het wetsvoorstel voorziet dan ook in een overgangsperiode van zeven jaar.

(1) In de huidige stand van zaken worden de vereiste eigen middelen afgezet tegen de gewogen risico's, en niet tegen de totale balans.

3.2) La séparation des métiers bancaires

Depuis le XIX^e siècle jusqu'à la fin des années 1920, les banques mixtes exerçant des activités de société de portefeuille ont multiplié leurs participations industrielles dans un contexte de prospérité économique. La crise des années 1930, qui réduisit de plus d'un quart la production industrielle et le volume des exportations, mit les banques en difficulté. Les titres qu'elles détenaient étaient dévalorisés. De nombreuses entreprises s'avéraient insolubles. En vue de se protéger, elles réduisirent leurs crédits, ce qui eut pour effet d'accentuer la dépression, de diminuer les dépôts et d'aggraver encore l'illiquidité du système bancaire.

Jusqu'en 1934, les banques mixtes étaient très étroitement associées au développement industriel. Leurs activités concernaient simultanément la collecte de dépôts et l'octroi de crédit, d'une part, et la gestion d'un portefeuille d'actions et d'obligations, d'autre part. Cette deuxième fonction les mit en difficulté lors de la grande crise des années trente. En raison des mauvais choix en matière de politique économique, la Belgique s'enlisa dans la dépression. Le choix de maintenir fixe la valeur en or du franc belge malgré l'abandon de l'étalement de change-or par la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les États-Unis fut alors particulièrement préjudiciable à notre pays. En effet, la dépréciation des grandes devises surévaluait le franc belge et imposait à la Belgique une politique de déflation de plus en plus sévère, aggravant encore la dépression. Les difficultés rencontrées par les banques populaires associées au Parti ouvrier belge, d'une part, et au puissant Boerenbond, d'autre part, précipitèrent la décision de scinder les banques mixtes.

La réforme de 1934-1935 qui scinda les banques mixtes en banques de dépôts, d'une part, et sociétés de portefeuille, d'autre part, fut la réponse à une menace très réelle de crise bancaire. L'arrêté royal du 22 août 1934 organisa la séparation des opérations bancaires et financières en vue de sauver les banques. Un arrêté royal du 9 juillet 1935 compléta donc la scission des banques mixtes par une série de mesures destinées à renforcer la solidité du système bancaire. Une Commission bancaire fut créée pour exercer le contrôle des activités des organismes de crédit. La possibilité d'imposer des coefficients de structure (c'est-à-dire des proportions minimales entre certains postes de l'actif et du passif) fut énoncée, mais pas encore appliquée à ce stade.

La réforme entreprise en Belgique était bien dans l'air du temps (plusieurs pays d'Europe avaient, en réaction à la crise, limité le terrain d'action des banques mixtes) mais elle fut parmi les plus radicales.

3.2) Scheiding van de bankactiviteiten

Vanaf de 19e eeuw tot het einde van de jaren 20 van de vorige eeuw, een tijd van economische welvaart, bouwden de gemengde banken met holdingactiviteiten hun participaties in industriële ondernemingen fors uit. De crisis van de jaren 30, waardoor de industriële productie en het exportvolume met meer dan 25% kelderden, bracht de banken in de problemen. De effecten in hun bezit daalden in waarde. Veel ondernemingen bleken insolubel. Om zich te beschermen, schroefden de banken de kredietverlening terug; dat scherpte de depressie nog aan, deed de deposito's teruglopen en bracht mee dat het bankenstelsel nog meer illiquide werd.

Tot 1934 waren de gemengde banken zeer nauw verweven met de industriële ontwikkeling. Zij hielden zich tegelijk bezig met de inontvangstneming van deposito's en kredietverlening enerzijds, en met het beheer van een aandelen- en obligatieportfolio anderzijds. Door deze laatstgenoemde activiteit kwamen zij in de problemen toen de grote crisis van de jaren '30 uitbrak. Ons land maakte een aantal verkeerde economisch-politieke keuzes en kwam daardoor in een depressie terecht. Er werd voor gekozen de goudwaarde van de Belgische frank te behouden, hoewel Groot-Brittannië, Duitsland en de Verenigde Staten de goudwisselstandaard los hadden gelaten, maar dat kwam ons bijzonder duur te staan. Door de ontwaarding van de belangrijke valuta was de Belgische frank immers overgewaardeerd, met als gevolg dat ons land een steeds strikter deflatoir beleid moest voeren, hetgeen de depressie nog aanwakkerde. De problemen van de met de Belgische Werkliedenpartij en de machtige Boerenbond verbonden volksbanken bespoedigden de beslissing om de gemengde banken op te splitsen.

De hervorming van 1934-1935, waarbij de gemengde banken werden opgesplitst (depositobanken versus houdstermaatschappijen), was een reactie op een wel heel dreigende bankencrisis. Om de banken te redden, werd het koninklijk besluit van 22 augustus 1934 uitgevaardigd, dat de scheiding van de banktransacties en de financiële transacties regelde. Bij het koninklijk besluit van 9 juli 1935 werd de opsplitsing van de gemengde banken verder geregeld, via een aantal maatregelen om het bankenstelsel te verstevigen. Er werd een Bankcommissie opgericht, die toezicht moest houden op de activiteiten van de kredietinstellingen. Hoewel stemmen opgingen om structuurcoëfficiënten (een minimumverhouding tussen bepaalde activa- en passivaposten) op te leggen, werd toen aan dat concept geen uitvoering gegeven.

Niet alleen België hervormde het bankenstelsel, ook tal van andere Europese landen hebben destijds het actieterrein van de gemengde banken ingeperkt om de crisis het hoofd te bieden. Ons land is evenwel een van de landen die het stelsel het meest diepgaand hebben hervormd.

Les banques de dépôts belges furent désormais obligées de se cantonner au crédit à court terme, c'est-à-dire n'excédant pas deux ans, et, cas unique en Europe, elles furent soumises à l'interdiction absolue de détenir des actions de sociétés industrielles. Les banques belges ont vécu sous le régime de la banque de dépôts de 1935 à 1993. Ce régime limitait le champ des activités bancaires par des restrictions légales, totales ou partielles, quant à la détention d'actifs industriels ou commerciaux. Cependant, à l'aube des années nonante, la position oligopolistique des banques belges vis-à-vis de l'État fut ébranlée par des réformes destinées à accélérer l'assainissement des finances publiques. Parallèlement, le champ d'action des banques fut élargi. Enfin, en 1993, une réforme du statut bancaire, inspirée par les directives européennes, conduisit à l'adoption du modèle allemand de banque universelle et clôutra l'épisode historique de la banque de dépôts.

L'histoire ne serait-elle qu'un perpétuel mouvement de balancier ? À l'instar des événements des années 1920, les banques ont depuis le milieu des années 1990 mis en danger l'épargne publique en spéculant toujours davantage. Aujourd'hui, les instruments de cette spéculation sont devenus plus complexes (produits dérivés, titrisation, opérations hors-bilan, etc.), ce qui la rend encore plus dangereuse. Ce ne sont plus tant les participations industrielles qui posent problème, mais bien l'activité des salles de marché des banques où des opérations de plus en plus complexes et virtuelles mobilisent des sommes colossales. En avril 2009, le FMI estima les pertes globales des banques à travers le monde à 4 000 milliards de dollars. Les banques belges n'ont bien sûr pas été épargnées. Pour se sortir de la situation bancale dans laquelle elles se sont mises, les banques se voient aujourd'hui contraintes de réduire la taille de leur bilan. Cette opération d'assainissement passe aussi par une restriction des conditions d'octroi de crédit, notamment aux PME et aux entreprises en difficulté, ce qui perturbe l'économie réelle. Malgré la politique monétaire très accommodante, le volume du crédit recule et affecte toute l'économie du pays. Vu sous cet angle, la période de la grande crise des années 1930 ne diffère pas de la période actuelle.

La conclusion à laquelle le gouvernement de Broqueville II arriva en 1934 était limpide : « D'une façon générale, les banques belges ont bien résisté à la crise, mais celle-ci a fini par les empêcher de remplir pleinement la mission qui leur est dévolue dans l'économie nationale. Une réforme profonde s'impose, tout d'abord dans la structure même de nos organismes financiers. Il est apparu au gouvernement que tant pour protéger l'épargne, que pour permettre d'élargir le crédit, l'abandon du type mixte s'indique. Dorénavant,

De Belgische depositobanken werden voortaan verplicht zich te beperken tot kortetermijnkredieten (met een maximum van twee jaar), en — als enige in Europa — was het hen strikt verboden aandelen van industriële ondernemingen aan te houden. Van 1935 tot 1993 gold voor de Belgische banken het depositobankenstelsel. In het raam van die regeling waren de bankactiviteiten onderworpen aan bij wet opgelegde — volledige dan wel gedeeltelijke — beperkingen met betrekking tot het bezit van aandelen van industriële of commerciële ondernemingen. Begin de jaren 90 brachten de hervormingen met het oog op de versnelde sanering van de overheidsfinanciën de oligopolistische positie van de Belgische banken ten aanzien van de Staat evenwel aan het wankelen. Tegelijk werd de actieradius van de banken verruimd. Uiteindelijk leidde een door de Europese richtlijnen ingegeven hervorming van het bankstatuut in 1993 tot het instellen van het Duitse model van de algemene bank. Daarmee kwam een einde aan het historische tijdperk van de depositobank.

Kan het zijn dat de geschiedenis zich eeuwig herhaalt ? Net als in de jaren 20 hebben de banken sinds medio de jaren 90 het openbaar spaarwezen in gevaar gebracht door steeds meer te speculeren. De thans gehanteerde speculatie-instrumenten zijn ingewikkelder geworden (afgeleide producten, effectivering, transacties buiten balans, enz.), waardoor die speculatie nog meer gevaren inhoudt. De problemen moeten niet langer worden gezocht bij de participatie in industriële ondernemingen, maar wel bij de activiteiten in de marktzalen van de banken, waar aan de hand van steeds ingewikkelder en virtuele transacties enorme bedragen in stelling worden gebracht. In april 2009 raamde het IMF dat de banken wereldwijd in totaal 4 000 miljard dollar hadden verloren. Het staat buiten kijf dat de Belgische banken evenmin de dans zijn ontsprongen. Om uit hun penibele situatie te geraken, zien de banken zich momenteel verplicht de omvang van hun balans terug te schroeven. Die saneringsoperatie gaat tevens gepaard met het verstrakken van de kredietverleningsvoorwaarden, met name aan de kmo's en ondernemingen in moeilijkheden, wat de reële economie verstoort. Ondanks het bijzonder inschikkelijke muntbeleid loopt het kredietvolume terug, wat de economie van ons land niet ten goede komt. Uit dat oogpunt is er geen verschil tussen de grote crisis van de jaren 30 en die van nu.

De tweede regering-de Broqueville kwam in dat verband in 1934 tot een wel heel duidelijke conclusie : « Over het algemeen hebben de Belgische banken aan de crisis goed weerstaan, doch ten slotte heeft deze de banken belet de haar in 's Lands economie toegevallen rol volkomen te vervullen. Een ingrijpende hervorming is ten zeerste nodig, vooreerst in den bouw zelf van onze financiële inrichtingen. De regeering heeft het passend geacht zoowel tot bescherming van het gespaard vermogen als tot verruiming van het krediet

la Belgique aura d'une part des établissements financiers acceptant des dépôts, et, d'autre part, des organismes industriels, comme des *trusts* ou des *holdings*. (1)»

Il faut oser tirer les leçons de l'Histoire. La séparation des métiers bancaires a donné satisfaction par le passé. Aujourd'hui, les dirigeants de grandes nations songent à nouveau à réduire la taille des banques et à séparer les activités de dépôts et les opérations pour le compte propre des banques sur les marchés.

En Belgique, la commission spéciale chargée d'examiner la crise financière et bancaire a formulé dans son rapport final des recommandations très claires à cet égard :

«La commission recommande la réintroduction d'un modèle d'activité bancaire classique, transparent pour les clients, dans le cadre d'un établissement financier spécial (*cf.* les anciennes banques et caisses d'épargne). Elle souhaite opérer une séparation claire entre la banque de dépôts et la banque commerciale. La commission demande au législateur et aux autorités de contrôle des banques d'adapter leur réglementation sur certains points (par exemple, règles en matière de solvabilité et de fonds propres) pour encourager l'activité bancaire classique. (2)»

Au Royaume-Uni, la Commission indépendante sur les banques a formulé des recommandations encore plus explicites à cet égard. Cette Commission recommande d'isoler les activités bancaires classiques dans une filiale avec des liens limités avec les autres sociétés du groupe (3). Cette mesure est importante dans la mesure où elle permet de diversifier le système bancaire dans son ensemble, en introduisant des acteurs de nature différente, ce qui réduit le risque systémique. Diverses études académiques ont mis en évidence le fait que les grandes banques universelles augmentent le risque d'effondrement du système financier (4). Ces grandes banques universelles disposent de moins de capital que si elles étaient séparées en deux entités. Le 15 juin 2011, le Chancelier de l'Échiquier George Osborne a publiquement pris position en faveur de cette proposition.

(1) Arrêté royal du 22 août 1934 relatif à la protection de l'épargne et à l'activité bancaire, *Moniteur belge* du 24 août 1934, p. 4483-4485.

(2) *Doc. Parl.*, Chambre, DOC 52 1643/002, p. 541.

(3) *Indépendant Commission on Banking, Interim report, avril 2011, Londres*, p. 76.

(4) De Jonghe, O., 2010, «Back to the basics in banking? A micro-analysis of banking system stability», *Journal of Financial Intermediation*; Haldane, A. G. & May, R. M., 2011, «Systemic risk in banking ecosystems», *Nature*; Richardson, M., Smith, R. C. & Walter, I., 2011, «Large Banks and the Volcker Rule», in Acharya, V. A., Cooley, T. F., Richardson, M. & Walter, I., eds., *Regulating Wall Street*, Hoboken, Wiley.

van het gemengd type af te zien. Voortaan zal België, eenerzijds, financiële inrichtingen bezitten, die deposito's accepteren, en anderzijds industriele inrichtingen, als daar zijn *trusts* of *holdings*. (1)»

We moeten lessen uit het verleden durven te trekken. De opsplitsing van de bankactiviteiten heeft vroeger bevredigende resultaten opgeleverd. Momenteel overwegen de leiders van grote Staten opnieuw de omvang van de banken in te perken, alsook te voorzien in een opsplitsing van de depositoactiviteiten en de transacties die de banken voor eigen rekening op de markten verrichten.

In België heeft de bijzondere commissie belast met het onderzoek naar de financiële en bankcrisis in haar eindverslag zeer duidelijke aanbevelingen in dat verband gedaan :

«De commissie beveelt aan om een voor cliënten transparante vorm van klassiek bankieren als speciale financiële instelling opnieuw te introduceren (*cf.* vroegere spaarbanken/spaarkassen). Ze wenst een duidelijk onderscheid te maken tussen de depositobank en de handelsbank. De commissie vraagt aan de wetgever en aan de banktoezichthouder hun reglementering op bepaalde punten aan te passen (bijvoorbeeld regels inzake solventie en eigen middelen) om de traditionele bankactiviteit te stimuleren. (2)»

In het Verenigd Koninkrijk heeft de «*Independent Commission on Banking*» aanbevelingen geformuleerd die in dat opzicht nog expliciter zijn. Zij beveelt aan de traditionele bankactiviteiten af te zonderen in een dochteronderneming met beperkte banden met andere maatschappijen van de groep (3). Die maatregel is belangrijk omdat hij het mogelijk maakt het bankwezen in zijn geheel te diversificeren, door verschillende actoren in te voeren, wat het systeemrisico vermindert. Allerlei universiteitsstudies hebben aangetoond dat de grote universele banken het gevaar van een ineenstorting van het financiële systeem verhogen (4). Die grote universele banken beschikken over minder kapitaal dan wanneer zij in twee entiteiten zouden zijn opgesplitst. Op 15 juni 2011 heeft minister van Financiën George Osborne zich publiekelijk achter dat voorstel geschaard.

(1) Koninklijk besluit van 22 augustus 1934 betreffende de bescherming van het gespaard vermogen en de bankbedrijvigheid, *Belgisch Staatsblad* van 24 augustus 1934, blz. 4483-4485.

(2) *Stuk Kamer*, DOC 52 1643/002, blz. 541.

(3) *Indépendant Commission On Banking, «Interim report», april 2011, London*, blz. 76.

(4) De Jonghe, O., 2010, «Back to the basics in banking? A micro-analysis of banking system stability», *Journal of Financial Intermediation*; Haldane, A. G. & May, R. M., 2011, «Systemic risk in banking ecosystems», *Nature*; Richardson, M., Smith, R. C. & Walter, I., 2011, «Large Banks and the Volcker Rule», in Acharya, V. A., Cooley, T. F., Richardson, M. & Walter, I., eds., *Regulating Wall Street*, Hoboken, Wiley.

La séparation des activités bancaires classiques des activités de banques d'investissement réduit donc la garantie implicite des gouvernements, dans la mesure où elle réduit le coût potentiel du sauvetage d'une banque, puisque le périmètre de l'activité à sauver est plus restreint.

Par ailleurs, cette proposition introduit une séparation des métiers bancaires semblable au *Glass-Steagall Act* ayant existé aux États-Unis jusqu'en 1999, qui consiste à interdire aux établissements de crédit l'achat et la vente de titres divers. Cette règle permet de diminuer le risque que le contribuable doive supporter une garantie implicite accordée par l'État belge à une banque, en raison d'activités financières risquées.

S'inspirant de ces multiples recommandations, la présente proposition de loi vise donc à réintroduire dans le droit belge le principe de stricte séparation des métiers bancaires. La proposition de loi rétablit les banques de dépôts, dont les activités seront bien distinctes de celles des banques d'affaires ou des banques de titres. La protection des dépôts jusqu'à 100 000 euros ne devrait viser que les dépôts des banques dont c'est le métier. Les banques qui prennent davantage de risques et qui, partant, offrent une meilleure rentabilité apparente à leurs clients et actionnaires, ne doivent pas bénéficier des mêmes garanties que celles dont bénéficient les banques de dépôts plus prudentes.

Door de scheiding van de traditionele bankactiviteiten van de activiteiten van de investeringsbanken wordt dus de impliciete garantie van de overheid verminderd, aangezien de potentiële kosten van de redding van een bank erdoor kleiner worden; de reikwijdte» van de te reden activiteit is immers beperkter.

Bovendien voert dat voorstel een scheiding in tussen de bankfuncties die vergelijkbaar is met de *Glass-Steagall Act*, die tot in 1999 in de Verenigde Staten bestond en die erin bestond de kredietinstellingen te verbieden allerlei effecten te kopen en te verkopen. Dankzij die regel kan men het risico verkleinen dat de belastingplichtige een impliciete garantie op zich moet nemen die door de Belgische Staat aan een bank is toegekend wegens risicovolle financiële activiteiten.

In de lijn van die vele aanbevelingen beoogt dit wetsvoorstel derhalve het beginsel van de strikte scheiding van de bankactiviteiten opnieuw in het Belgische recht in te stellen. Het wetsvoorstel voorziet opnieuw in depositobanken, met heel andere activiteiten dan de handelsbanken of de effectenbanken. De depositobescherming tot 100 000 euro zou alleen mogen gelden voor de deposito's van de banken die zich beperken tot het ontvangen en het beheren van deposito's. De banken die meer risico nemen en hun cliënteel en aandeelhouders dus een ogenschijnlijk betere rendabiliteit bieden, mogen niet in aanmerking komen voor dezelfde garanties als die welke gelden voor de depositobanken, die voorzichtiger handelen.

3.3) L'amélioration de la gouvernance

3.3.1 Améliorer le mode de rémunération des banquiers

Malgré l'incurie des banquiers, leurs salaires ont encore atteint des records en 2010.

Le Code belge de gouvernance d'entreprise, autrefois connu sous le nom du Code Lippens, stipule uniquement que : «Le niveau de rémunération est suffisant pour attirer, garder et motiver des administrateurs et managers exécutifs ayant le profil défini par le conseil d'administration.»

Ce Code de gouvernance ne préconise qu'un niveau de salaire suffisant, sans s'interroger sur la question des salaires excessifs. Pour toute mesure régulatrice, il y est stipulé que les rémunérations des dirigeants devront être publiées dans le rapport annuel de l'entreprise.

3.3) Betere governance

3.3.1. Verbetering van de wijze waarop de bankers worden bezoldigd

Ondanks de onachtzaamheid van de bankiers hebben hun lonen in 2010 nog recordhoogten bereikt.

De «Belgische Corporate Governance Code», die indertijd bekend stond onder de naam Code-Lippens, bepaalt enkel : « De remuneratie is voldoende voor het aantrekken, behouden en motiveren van bestuurders en leden van het uitvoerend management die voldoen aan het profiel bepaald door de raad van bestuur. »

Die bestuurscode schrijft alleen maar een toereikend loonniveau voor, zonder zich vragen te stellen over buitensporige salarissen. Met het oog op de regulering is er bepaald dat het loon van de bestuurders moet worden gepubliceerd in het jaarverslag van de onderneming.

De plus, ce code n'est pas contraignant et plusieurs entreprises cotées ne respectent pas la recommandation de publication des rémunérations. De toute manière, la publication des salaires n'est en rien une solution quant à leur ampleur totalement excessive.

L'arrogance de certains banquiers est parfois même un outrage aux contribuables qui ont dû sauver à coups de milliards certaines banques. Interrogé sur la raison de l'ampleur de sa rémunération en 2007, qui a atteint la somme de 3,91 millions d'euros, l'ancien CEO de Fortis, Jean-Paul Votron, déclarait à la presse : « Il n'y a pas beaucoup de gens qui savent faire le boulot que je fais, tout comme peu de gens savent jouer au tennis comme Justine Henin. (1) » Cette déclaration est le reflet de l'arrogance et de la vanité qui caractérise une certaine élite managériale d'aujourd'hui.

Les rémunérations disproportionnées et injustifiées des dirigeants d'entreprise constituent à la fois une atteinte grave à l'ordre social et un non-sens économique. Il est normal que la société s'y intéresse et qu'elle souhaite mieux les encadrer. L'affirmation contraire serait une remise en cause de notre système démocratique.

L'Europe s'est également émue de la question et a adopté une directive en la matière que le gouvernement belge a transposée de manière minimaliste. À raison, l'Europe recommande que la structure des rémunérations ne constitue pas un incitant à prendre des risques qui sont de nature à mettre en cause la stabilité financière des établissements financiers.

Les auteurs de la présente proposition de loi estiment qu'il convient de définir de manière plus précise les balises encadrant la rémunération des banquiers. En outre, ils renvoient à la proposition de loi visant à lutter contre les parachutes dorés et les rémunérations excessives (DOC 53 1336/001), qui est complémentaire aux mesures proposées dans la présente proposition de loi.

3.3.2 Renforcer le pouvoir des épargnants

À l'heure actuelle les épargnants n'ont strictement aucune influence sur les choix stratégiques posés par leur banque. La commission parlementaire spéciale chargée d'examiner la crise bancaire avait émis la recommandation suivante (2) :

« Tout en reconnaissant que les déposants bénéficient d'un statut préférentiel par rapport aux actionnaires quant au recouvrement de leurs avoirs en cas de

(1) « Salaire : « Peu de gens savent faire le boulot que je fais », dans *La Libre Belgique*, 23 avril 2008.

(2) Doc. Parl., Chambre, DOC 52 1643/002, p. 564.

Bovendien is de code niet bindend en leven verschillende beursgenoteerde ondernemingen de aanbeveling betreffende de bekendmaking van de bezoldigingen niet na. De bekendmaking van de lonen is in ieder geval in geen enkel opzicht een oplossing voor de volstrekt buitensporige omvang ervan.

De arrogantie van bepaalde bankiers is soms zelfs een zwaar affront voor de belastingbetalers die voor de redding van sommige banken miljarden euro hebben moeten ophoesten. Jean-Paul Votron, de gewezen CEO van Fortis, verdiende 3,91 miljoen euro. In 2007 liet hij zich op een vraag naar de omvang van zijn bezoldiging het volgende ontvallen : « *Il n'y a pas beaucoup de gens qui savent faire le boulot que je fais, tout comme peu de gens savent jouer au tennis comme Justine Henin.* (1) » Die uitspraak geeft de arrogantie en de zelfingenomenheid weer die kenschetsend zijn voor welbepaalde hedendaagse topmanagers.

De buitensporige en onterechte bezoldigingen van de topmanagers zijn niet alleen een grove schending van de sociale orde, ze zijn tevens een economische dwaasheid. Het is normaal dat de samenleving er aandacht aan besteedt en dat ze er een beter kader voor wil scheppen. Het tegenovergestelde beweren, zou ons democratisch systeem in het gedrang brengen.

Die kwestie heeft ook de aandacht van Europa getrokken en terzake is een richtlijn goedgekeurd die de Belgische regering op minimalistische wijze heeft omgezet. Europa beveelt terecht aan dat de loonstructuur geen aansporing zou zijn om risico's te nemen die de financiële stabiliteit van de financiële instellingen in het gedrang kunnen brengen.

Volgens de indieners van dit wetsvoorstel moet de bezoldiging van de bankiers beter worden afgebakend. Zij verwijzen voorts naar het wetsvoorstel ter bestrijding van « gouden parachutes » en buitensporige bezoldigingen (DOC 53 1336/001), dat een aanvulling is op de maatregelen van dit wetsvoorstel.

3.3.2. De macht van de spaarders vergroten

Momenteel hebben de spaarders niet de minste vat op de keuzes van de bank waarbij zij klant zijn. De bijzondere commissie belast met het onderzoek naar de financiële en bankcrisis heeft in dat verband de volgende aanbeveling gedaan (2) :

« Er moet toegegeven worden dat de depositohouders wat het terugkrijgen van hun tegoeden in geval van faillissement betreft een voorkeurstatuut

(1) « Salaire : « Peu de gens savent faire le boulot que je fais », in *La Libre Belgique*, 23 april 2008.

(2) Kamer, DOC 53 1643/002, blz. 564.

faillite, la probabilité d'un recouvrement intégral reste très faible. En effet, le produit de cession des actifs est destiné en premier lieu aux créanciers privilégiés, tels que le fisc, l'ONSS, et le personnel, etc.

Dès lors, il semble inéquitable que les déposants ne disposent d'aucune information stratégique et que leurs intérêts ne soient pas représentés dans les orientations stratégiques qui influencent le profil de risque de leur banque.

Les institutions financières doivent donc se doter d'une structure actionnariale qui leur permette de garantir un juste équilibre entre les intérêts des actionnaires et ceux des autres *stakeholders* (déposants, personnel, ...).

Une information stratégique et une consultation des déposants devraient pouvoir être organisées par les institutions financières à l'instar de ce qui se pratique dans les banques coopératives. »

Les auteurs de la présente proposition de loi estiment qu'il faut aller plus loin, en donnant aux épargnants un droit de vote semblable à celui des actionnaires.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Puisque l'objectif de cette proposition de loi est, notamment, de faire une séparation claire entre les établissements de crédit et les autres types de banques, il est donc nécessaire d'interdire aux établissements financiers autres que les établissements de crédits d'octroyer des prêts aux particuliers et PME, à partir du 1^{er} janvier 2014 (en application de l'article 8).

Article 3

Cet article vise à introduire une séparation claire entre les activités bancaires classiques et les activités de banques d'investissement.

Article 4

Le § 1^{er} de l'article 43 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit est remanié afin d'instaurer un système de fonds propres variables en fonction de la conjoncture économique, avec un minimum incompressible de 5 % du total du bilan.

Les réserves à constituer ont pour but de compenser des pertes opérationnelles éventuelles des établissements de crédit. L'autorité de surveillance, à savoir la Banque nationale de Belgique, adoptera un règlement

hebben in vergelijking met de aandeelhouders. Toch is het weinig waarschijnlijk dat ze al hun spaargeld kunnen terugkrijgen. De opbrengst van de overdracht van de activa is immers in eerste instantie bestemd voor de bevoordeerde schuldeisers, zoals de fiscus, de RSZ, het personeel, enz.

Het lijkt derhalve onbillijk dat de depositohouders niet over strategische informatie beschikken en dat hun belangen niet worden vertegenwoordigd in de strategische keuzes die het risicoprofiel van hun bank beïnvloeden.

De financiële instellingen moeten derhalve voorzien in een aandeelhoudersstructuur die hen in staat stelt een billijk evenwicht te waarborgen tussen de belangen van de aandeelhouders en die van de andere stakeholders (depositohouders, personeel, enz.).

De financiële instellingen zouden, net als de coöperatieve banken, bij machte moeten zijn de depositohouders strategische informatie over het beleid te verstrekken en hen te raadplegen. »

De indieners van dit wetsvoorstel menen dat men verder moet gaan, en dat de spaarders een soortgelijk stemrecht moeten krijgen als dat van de aandeelhouders.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

De bedoeling is met dit verbod een duidelijke scheiding aan te brengen tussen de kredietinstellingen en de andere soorten banken. Het moet andere financiële instellingen dan de kredietinstellingen dus vanaf 1 januari 2014 verboden worden leningen aan de particulieren en de kmo's toe te kennen (met toepassing van artikel 8).

Artikel 3

Dit artikel strekt ertoe te voorzien in een duidelijk onderscheid tussen de traditionele bankactiviteiten en de activiteiten van investeringsbanken.

Artikel 4

Er wordt voorgesteld artikel 43, § 1, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen aan te vullen met een nieuw lid, om te voorzien in een stelsel van variabel eigen vermogen, afhankelijk van de economische conjunctuur, met als absoluut minimum 5 % van het balanstotaal.

De daartoe aan te leggen reserves moeten dienen om de eventuele operationele verliezen van de kredietinstellingen op te vangen. De toezichthoudende instantie, met name de Nationale Bank van België,

précisant les modalités d'application de la nouvelle disposition, qui définira notamment les critères selon lesquels les réserves pourront varier en fonction de la conjoncture économique et d'autres facteurs pertinents.

Article 5

En raison de la séparation des métiers bancaires prévue pour le 1^{er} janvier 2014, il est nécessaire de prévoir que les établissements autres que les établissements de crédit, à savoir les établissements financiers tels que définis à l'article 4 (réintroduit par l'article 2 de la présente proposition de loi), soient soumis au contrôle prudentiel de la Banque nationale de Belgique ainsi qu'aux règles prudentielles à portée générale.

Article 6

Les épargnants, c'est-à-dire les personnes physiques ou morales, qui disposent d'un compte épargne auprès des établissements de crédit, disposent d'un droit de vote à l'assemblée générale proportionnel à leurs avoirs.

Ce droit de vote vise toutes les questions qui sont soumises au vote de l'assemblée et concerne notamment la décharge des administrateurs, la désignation des administrateurs, les choix stratégiques, les augmentations de capital, l'affectation des résultats, l'approbation des comptes annuels.

Ce droit de vote n'entraîne évidemment aucun droit sur les bénéfices de l'entreprise.

Article 7

La rémunération des dirigeants des banques doit être conçue de manière à tenir compte des intérêts de toutes les parties prenantes, en ce compris le personnel et les épargnants, et ne peut conduire à une prise de risques excessive. L'avis du Conseil d'État relatif au projet de loi 5-1159/1 — 2010/2011 souligne à juste titre que la transposition de la directive 2010/76/UE est insuffisante.

Jacky MORAEL.
Freya PIRYNS.
Benoit HELLINGS.

* * *

zal een reglement aannemen, waarin de wijze wordt gepreciseerd waarop de nieuwe maatregel wordt toegepast; daarin zal met name worden aangegeven volgens welke criteria die reserves zullen mogen variëren, afhankelijk van de economische conjunctuur en andere pertinente factoren.

Artikel 5

Wegens de scheiding tussen de bankactiviteiten waarin tegen 1 januari 2014 is voorzien, is het noodzakelijk te bepalen dat de andere instellingen dan de kredietinstellingen, te weten de financiële instellingen zoals bedoeld in artikel 4 (dat opnieuw wordt ingevoegd door artikel 2 van dit wetsvoorstel), worden onderworpen aan het prudentieel toezicht door de Nationale Bank van België, alsook aan de algemene prudentiële regels.

Artikel 6

De spaarders, zowel natuurlijke als rechtspersonen, die een spaarrekening bij een kredietinstelling hebben, hebben op de algemene vergadering van die kredietinstelling stemrecht, in verhouding tot hun spaarte-goeden.

Dat stemrecht is van toepassing op alle vraagstukken die op de algemene vergadering ter stemming worden voorgelegd, meer bepaald de aan de bestuurders te verlenen decharge, de benoeming van de bestuurders, de strategische keuzes, de kapitaalverhogingen, de bestemming van de resultaten en de goedkeuring van de jaarrekeningen.

Aan dat stemrecht kan uiteraard geen enkel recht op de winst van de onderneming worden ontleend.

Artikel 7

De vergoeding van de bankdirectieleden moet zo zijn opgevat dat de belangen van alle belanghebbenden, personeelsleden en spaarders inclusief, in acht worden genomen, en mag er niet toe leiden dat men buitenissige risico's neemt. De Raad van State wijst er in zijn advies over wetsontwerp 5-1159/1 — 2010/2011 terecht op dat de omzetting van richtlijn 2010/76/EU onvoldoende is.

* * *

PROPOSITION DE LOI**CHAPITRE 1^{er}****Disposition générale****Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2**Modification de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit****Art. 2**

L'article 4 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, abrogé par la loi du 3 mars 2011, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 4. Les prêts à destination des particuliers et des PME, au sens de l'article 15 du Code des sociétés, sont interdits. »

Art. 3

Dans le chapitre 2, section 7, sous-section 4, de la même loi est inséré un article 32/1, rédigé comme suit :

« Art. 32/1. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'article 32, il est interdit aux établissements de crédit de prendre des droits d'associés, quelle qu'en soit la forme, dans des sociétés ou associations de quelque nature que ce soit ou de détenir des obligations de semblables sociétés ou associations, de détenir, d'acheter ou de vendre des instruments financiers visés à l'article 2, 1^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ou d'exercer de telles activités, sous peine de liquidation et de dissolution. Dans cette éventualité la Banque nationale désigne un liquidateur.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, les établissements de crédit peuvent détenir :

1. des droits d'associés de sociétés présentant la même nature d'établissement de crédit;
2. toutes valeurs émises par l'État belge ou l'une de ses entités;

WETSVOORSTEL**HOOFDSTUK 1****Algemene bepaling****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2**Wijziging van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen****Art. 2**

Artikel 4 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, opgeheven bij de wet van 3 maart 2011, wordt hersteld als volgt :

« Art. 4. Het is verboden leningen toe te kennen aan de particulieren en de kmo's als bedoeld in artikel 15 van het Wetboek van vennootschappen. »

Art. 3

In hoofdstuk 2, afdeling 7, onderafdeling 4, van dezelfde wet wordt een artikel 32/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 32/1. § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 32 is het de kredietinstellingen verboden in het bezit te komen van vennootschapsrechten, in welke vorm ook, in ondernemingen of verenigingen van welke aard ook, of obligaties van dergelijke ondernemingen of verenigingen te bezitten, dan wel financiële instrumenten als bedoeld in artikel 2, 1^o, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten te bezitten, te kopen of te verkopen of dergelijke activiteiten uit te oefenen, op straffe van vereffening en ontbinding. De Nationale Bank wijst in dat geval een vereffenaar aan.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1 mogen de kredietinstellingen in het bezit komen van :

1. rechten van vennootschappen die naar aard verwant zijn met een kredietinstelling;
2. eender welke effecten die worden uitgegeven door de Belgische Staat of door een van zijn deelgebieden;

3. toutes valeurs émises par un État membre de l'Union européenne;

4. toutes valeurs émises par la Banque nationale de Belgique, la Banque centrale européenne et la Banque européenne d'investissements.

§ 3. Il est interdit aux établissements de crédit d'octroyer des crédits ou de financer de quelque manière que ce soit les établissements financiers visés à l'article 4.

§ 5. Toute infraction aux dispositions des §§ 1^{er} et 3 est constatée par la Banque et est sanctionnée d'une amende administrative d'un million d'euros. »

Art. 4

À l'article 43 de la même loi, remplacé par la loi du 15 mai 2007, le § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application du présent paragraphe, le capital des établissements doit s'élever, à tout moment, à un montant compris entre 5 % et 10 % du total du bilan, selon les modalités et le pourcentage fixés par la Banque, par voie de règlement, en fonction des circonstances économiques. »

Art. 5

Dans le titre II de la même loi est inséré un chapitre 8 « Des établissements financiers », comprenant un article 64/1, rédigé comme suit :

« Art. 64/1. Les dispositions des articles 7 à 31 et 33 à 61^{ter} sont applicables *mutatis mutandis* aux établissements financiers. »

CHAPITRE 3

Modification du Code des sociétés

Art. 6

Dans le Code des sociétés, livre IV, titre VII, est inséré un chapitre V/1 « Du pouvoir des épargnants » comprenant un article 167/1, rédigé comme suit :

« Art. 167/1. Les personnes physiques ou morales qui disposent de fonds auprès d'un établissement de crédit sur un compte épargne disposent du droit de vote aux assemblées des associés ou actionnaires.

3. eender welke effecten die worden uitgegeven door een lidstaat van de Europese Unie;

4. eender welke effecten die worden uitgegeven door de Nationale Bank van België, de Europese Centrale Bank en de Europese Investeringsbank.

§ 3. Het is de kredietinstellingen verboden kredieten of eender welke financiering te verstrekken aan de financiële instellingen als bedoeld in artikel 4.

§ 4. Elke schending van de bepalingen van de §§ 1 en 3 wordt door de Nationale Bank vastgesteld en bestraft met een administratieve geldboete van één miljoen euro. »

Art. 4

In artikel 43 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 15 mei 2007, wordt § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, aangevuld met een lid, luidende :

« Voor de toepassing van deze paragraaf moet het kapitaal van de kredietinstellingen te allen tijde ten minste 5 % en ten hoogste 10 % van het balanstotaal bedragen, volgens de nadere voorwaarden en het percentage die de Bank bij reglement bepaalt in het licht van de economische omstandigheden. »

Art. 5

In titel II van dezelfde wet wordt een hoofdstuk VIII, « De financiële instellingen », ingevoegd, dat een artikel 64/1 omvat, luidende :

« Art. 64/1. De bepalingen van de artikelen 7 tot 31 en 33 tot 61^{ter} zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de financiële instellingen. »

HOOFDSTUK 3

Wijziging van het Wetboek van vennootschappen

Art. 6

In het Wetboek van vennootschappen, boek IV, titel VII, wordt een hoofdstuk V/1 « Bevoegdheden van de spaarders » ingevoegd, dat een artikel 167/1 bevat, luidende :

« Art. 167/1. De natuurlijke personen of de rechtspersonen die bij een kredietinstelling geld op een spaarrekening hebben geplaatst, hebben stemrecht op de vennoten- of de aandeelhoudersvergaderingen.

Le nombre de voix est le nombre entier, arrondi vers le bas, obtenu par le rapport entre, d'une part, la somme des fonds sur les comptes épargne visés à l'alinéa précédent, au numérateur et, d'autre part, la valeur comptable totale des parts ou actions de la société, au dénominateur. Lorsqu'il existe plusieurs catégories de parts ou d'actions, celles qui donnent le plus de droits de vote sont prises comme référence pour le calcul des voix des épargnants.

L'établissement de crédit convoque les épargnants dans les mêmes formes que les associés ou actionnaires.

Les épargnants qui le souhaitent peuvent s'inscrire auprès de l'établissement de crédit pour participer à l'assemblée générale des associés ou actionnaires au plus tard dix jours ouvrables avant l'assemblée générale. Dans ce cas, l'établissement de crédit bloque les fonds sur les comptes épargne jusqu'à la date de l'assemblée générale. »

Art. 7

L'article 526*quater*, § 5, du même Code, inséré par la loi du 6 avril 2010, est complété par le point *e*) suivant :

« e) le comité de rémunération est chargé de préparer les décisions concernant les rémunérations, notamment celles qui ont des répercussions sur le risque et la gestion des risques dans l'établissement de crédit concerné et que l'organe de direction est appelé à arrêter dans l'exercice de sa fonction de surveillance; lors de la préparation de ces décisions, le comité de rémunération tient compte des intérêts à long terme des épargnants, du personnel, des créanciers, des actionnaires et des autres parties prenantes de l'établissement de crédit; aucune rémunération variable ne peut être accordée au personnel dirigeant en cas de violation des règlements arrêtés par la Banque; la composition de la rémunération ne peut en aucune manière inciter à une prise de risque excessive pouvant nuire à la santé financière de l'établissement de crédit et doit être conçue pour prendre en compte l'intérêt à long-terme de l'établissement de crédit; la rémunération variable individuelle du personnel dirigeant doit reposer sur des critères précis et mesurables définis préalablement; en aucun cas la rémunération variable ne peut excéder 25 % de la rémunération fixe; au moins 50 % de la rémunération variable doit porter sur une période d'évaluation de trois ans au moins. »

Het aantal stemmen is gelijk aan het gehele getal, afgerond naar beneden, dat wordt verkregen aan de hand van een breuk met in de teller het in het vorige lid bedoelde totale bedrag van de spaargelden op de spaarrekeningen, en in de noemer de totale boekwaarde van de aandelen. Wanneer sprake is van verschillende aandelencategorieën, worden de aandelen met de meeste stemrechten gehanteerd als referentie voor de berekening van de stemmen van de spaarders.

De kredietinstelling roept de spaarders op dezelfde wijze bijeen als de vennoten of de aandeelhouders.

De spaarders die wensen deel te nemen aan de algemene vennoten- of aandeelhoudersvergadering, kunnen dat uiterlijk tien werkdagen voor die vergadering plaatsvinden, aan de kredietinstelling melden. In dat geval blokkeert de kredietinstelling het geld op de spaarrekeningen tot op de dag van de algemene vergadering. »

Art. 7

Artikel 526*quater*, § 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 april 2010, wordt aangevuld met een punt *e*), luidende :

« e) het remuneratiecomité is verantwoordelijk voor het voorbereiden van de beslissingen over beloning, inclusief de beslissingen die gevolgen hebben voor de risico's en het risicobeheer van de kredietinstelling in kwestie en die het leidinggevend orgaan in zijn toezichtfunctie moet nemen; bij de voorbereiding van dergelijke beslissingen moet het remuneratiecomité rekening houden met de langetermijnbelangen van de spaarders, het personeel, de schuldeisers, de aandeelhouders en de andere belanghebbenden van de kredietinstelling; aan het leidinggevend personeel mag geen variabel loon worden toegekend als de door de Bank uitgevaardigde reglementen worden geschonden; de samenstelling van het loon mag op geen enkele wijze aanzetten tot het nemen van buitensporige risico's die de financiële situatie van de bank in het gedrang kunnen brengen en moet zijn ontworpen om rekening te houden met het langetermijnbelang van de kredietinstelling; het individueel variabel loon van het leidinggevend personeel moet berusten op precieze en vooraf bepaalde meetbare criteria. In geen geval mag het variabel loon 25 % van het vast loon overschrijden; ten minste 50 % van het variabel loon moet betrekking hebben op een evaluatieperiode van ten minste drie jaar. »

CHAPITRE 4**Entrée en vigueur****Art. 8**

L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Art. 9

L'article 32/1 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, introduit par l'article 3, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Les actes constitutifs de sociétés, les actes de partage ou de liquidation, les actes modificatifs de statuts, les actes de fusion, les actes constatant des apports mobiliers ou immobiliers et les actes divers constatant ou mentionnant des opérations faites pour se conformer à l'article 32/1 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, introduit par l'article 3, sont exemptés de tout impôt, pour autant que ces actes soient passés et ces opérations effectuées avant le 1^{er} janvier 2014.

6 septembre 2012.

Jacky MORAEL.
Freya PIRYNS.
Benoit HELLINGS.

HOOFDSTUK 4**Inwerkingtreding****Art. 8**

Artikel 2 treedt in werking op 1 januari 2014.

Art. 9

Artikel 32/1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, ingevoegd door artikel 3, treedt in werking op 1 januari 2014.

De oprichtingsakten van vennootschappen, de akten van verdeling of van vereffening, de akten tot wijziging van de statuten, de akten van versmelting, de akten die van de inbreng van roerende en onroerende goederen doen blijken, en de uiteenlopende akten die doen blijken of melding maken van verrichtingen met het oog op de naleving van artikel 32/1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, ingevoegd door artikel 3, zijn vrijgesteld van alle belastingen, voor zover die akten verleden en die verrichtingen gerealiseerd zijn vóór 1 januari 2014.

6 september 2012.